



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

« Les seuls à avoir toujours fait des révolutions, ce sont les astres. »

Albator

ISSN 0026-9433

N° **1677**

du 14 au 20 juin 2012

Mettons le capitalisme à la retraite avant 60 ans



M 02137 - 1677 - F: 2,50 €



Editorial



Pendant les travaux, les affaires continuent... De même pendant les campagnes électorales, fermetures d'usines et licenciements se poursuivent. A un rythme plus lent, certes, mais ne nous faisons pas d'illusions, le pire est à venir. En attendant, les salariés du groupe volailler Doux s'inquiètent de l'attitude de leur patron qui a choisi pour son entreprise l'option du redressement judiciaire, ouvrant ainsi la porte aux plans de licenciements. En Savoie, c'est l'usine d'aluminium Rio Tinto Alcan qui est sur le chemin de la fermeture. Les ouvriers d'Arcelor-Mittal ont toujours du mouron à se faire malgré toutes les belles promesses des uns et des autres. Après la mort de France-Soir version papier, c'est celle de sa version en ligne qui est annoncée. Air-France bat de l'aile, et les ex-Sea-France n'en finissent pas de couler, tout ça dans la même semaine et ce n'est pas fini... La crise (celle de la finance) servira d'explication à tous les coups bas que les possédants nous concoctent. Toutefois, une bonne nouvelle pour certains : les élections législatives peuvent leur rapporter gros. Les aides publiques perçues par les partis politiques suivant le nombre de votes en leur faveur (minimum requis 1% de suffrages dans cinquante circonscriptions différentes) sont, paraît-il, un enjeu majeur. Pour 2012, 76 millions d'euros sont à répartir (PS et UMP s'en partageant les trois quarts). On comprend mieux la frénésie électorale de certains. Sur 330 partis politiques (!) répertoriés par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, seuls 41 bénéficient de cette manne financière. Eh oui, seulement 41. Alors que, bien sûr, les seules choses qui comptent pour eux, c'est le bien public et le bonheur des simples administrés que nous sommes : comme disait l'autre, hâtons-nous d'en rire de peur d'être obligés d'en pleurer... Mais répétons-leur bien fort tous ensemble : vous ne nous représentez pas !

Sommaire

Actualité

- Derrière les fumées électoralistes**, par G. Goutte, page 3
Les mairies PCF et les Roms, par Nicolas, page 4
Chronique néphrétique, par Rodkol, page 5
L'État mafieux du pape, par Le Furet, page 6
Action directe à Brioche dorée, par Nathan, page 7
Pas de fumée sans pétards, par P. Schindler, page 8
La police déjoue un complot anarchiste, par Tanneries, page 9

International

- Grève de la faim en Algérie**, par R. Pino, page 10
Conflit social au Maroc, par R. Pino, page 11

Événement

- Programme de la Foire à l'autogestion**, page 12

International

- La guerre ne connaît pas la crise**, par P. Sommermeyer, page 14
Saint-Imier et les espérantophones, par D. Kessous, page 15
Soutien aux anarchistes turcs, par FA, page 16

Histoire

- Proudhon et Darimon, la rupture**, par C. Fréjaville, page 17

Culture

- Théo Van Rysselberghe**, par Daniel, page 19

Mouvement

- Souscription pour Laura Gómez**, page 21
Radio libertaire, page 22
Agenda, page 23

Tarifs

Francet étranger

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} 25 €
6 mois, 25 n^{os} 50 €
1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).

(BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Derrière les fumées électoralistes

LES RESPONSABLES SYNDICAUX (CFDT, CGT et FO) du site Arcelor-Mittal de Florange se sont dits satisfaits de leur rencontre avec Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, lundi 4 juin dernier. Celui-ci s'est engagé à mettre sur pied, dans de brefs délais, une mission d'expertise indépendante chargée de rendre compte « des perspectives industrielles du site de Florange ». Et en attendant ses résultats, le ministre demande aux patrons d'Arcelor-Mittal « de ne procéder à aucune annonce sur l'avenir du site et de ses salariés ». Mais cette requête est venue trois jours trop tard, la direction ayant annoncé, le 1^{er} juin, le prolongement de l'arrêt des deux hauts fourneaux du site pour au moins six nouveaux mois.

Le site de Florange sera-t-il sauvé ? Ne crions pas « victoire » trop tôt car, pour l'heure, rien ne montre que la direction d'Arcelor-Mittal cédera aux « gentillettes demandes » du nouveau gouvernement. Un délégué CGT précisait même, dans *L'Humanité*, qu'il s'agissait d'un véritable « bras de fer avec M. Mittal ». Et puis, avant de nous réjouir de quoi que ce soit, attendons de voir quelles solutions seront proposées par le ministre. Nous sommes encore en pleine période électorale et les promesses continuent donc de fuser, d'un côté comme de l'autre, dans l'espoir de s'attirer quelques voix.

Si les salariés d'Arcelor-Mittal, comme ceux de Fralib, retrouvent leur boulot grâce au gouvernement, ne nous méprenons pas pour autant sur la véritable nature de celui-ci. Florange et Gémenos sont le théâtre de deux luttes ouvrières particulièrement médiatisées, dont même les grands quotidiens bourgeois se font l'écho (eux qui, d'habitude, sont bien silencieux quant aux combats de classe). Si les politiciens se plient plus ou moins en quatre pour les aider et les soutenir, c'est seulement pour se donner une caution sociale dans une France plongée en pleine crise où une majorité de l'électorat se dit plus préoccupée par la situation socio-économique que par les habituelles questions de sécurité (pas étonnant, d'ailleurs, que, dans la campagne pour les législatives en cours, le Front national surfe davantage sur le social que sur le sécuritaire). Et les signes de cette vieille hypocrisie électoraliste sont nombreux. Outre les déclarations tout feu tout flamme du gouvernement en faveur des Fralib et des Mittal, quid de l'usine



Technicolors d'Angers (351 salariés) en dépôt de bilan ? Et du groupe Doux (3 400 salariés) en redressement judiciaire ? Du fabricant de chariots Caddie à Schiltigheim (500 salariés) en cessation de paiement ? De l'équipementier automobile Sealynx (550 salariés), lui aussi en redressement judiciaire ? Et de plein d'autres boîtes où les travailleurs sont victimes de situations similaires...

En attendant, entre deux voyages (et des excès de vitesse – sans amendes, of course !), le président se targue de réviser la réforme des retraites mise en place sous Sarkozy. Si les journaux qui le soutiennent – l'insupportable *Libération* (depuis quelques mois à 110 % en mode « gôche parlementaire bobo ») en tête – tentent de nous présenter la décision du nouveau gouvernement comme un véritable changement, marquant la rupture avec le sarkozysme, la réalité est moindre. Seuls 110 000 travailleurs bénéficieront de ce retour de la retraite à 60 ans, ce qui, même si c'est mieux que rien, reste somme toute très peu. En outre, nos nouveaux dirigeants ne semblent pas enclins à rétablir l'Allocation équivalente retraite supprimée par la droite, et les dispositions inscrites dans le décret présenté par le Conseil des ministres sont insuffisantes pour les chômeurs (notamment ceux en situation de chômage long) et les mères de famille de deux enfants et plus

puisqu'elles ne prévoient d'ajouter que deux trimestres supplémentaires (soit six mois) pour les personnes dans ces situations. Si la CFDT se « félicite » de ce décret, la CGT, elle, entend bien exiger le retour de la retraite à 60 ans pour tous les travailleurs et obtenir des trimestres supplémentaires pour les personnes en situation de chômage ou de maternité. Ce dernier grand coup électoraliste avant le premier tour des législatives est donc une coquille quasi vide qui témoigne déjà de la mollesse de cette gauche au pouvoir.

Bref, qu'il s'agisse de plans sociaux ou de réformes sociales, placer notre confiance dans le gouvernement et ses affidés ne nous permettra pas de sortir la tête de l'eau, et si certains pourront peut-être obtenir ou conserver quelques acquis grâce à cet ultime recours, ils n'en seront pas moins toujours condamnés à la précarité et soumis aux caprices de leurs patrons et des actionnaires. Pour trouver une solution durable et pérenne au problème social, la seule voie à emprunter est celle d'une lutte sociale conjuguant réformisme radical immédiat et perspectives révolutionnaires concrètes pour une réorganisation économique à la fois en dehors et contre l'État et le patronat.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Quand les mairies communistes expulsent les Roms

SI L'ON EN CROIT les responsables du PCF, «les élus communistes sont aux avant-postes pour le droit des Roms»¹. En voici un exemple, à Bagnolet.

En 2007, la mairie ouvrait un foyer pour héberger des Roms adultes, à condition qu'ils renvoient leurs enfants en Bulgarie ! La création d'un village d'insertion («des centres de semi-internement interdits d'accès à toute personne extérieure, sous l'œil de vigiles de sociétés privées de sécurité»²) a permis à la mairie de communiquer sur son action en faveur des Roms, tout en chassant ceux qui n'y avaient pas de place ou n'en voulaient pas. Et puis, plus discrètement, quelques années plus tard, elle décide de fermer ce «village», dont les habitants apprennent, par lettre du 14 juin 2011, que seuls ceux qui auront trouvé un travail au 15 juin (le lendemain) seront (éventuellement) relogés... Une lettre qui leur indique «qu'ils peuvent bénéficier de l'aide au retour humanitaire»³.

Une lettre que le maire a cosignée avec le sous-préfet, car dénoncer le gouvernement ne l'empêche pas de travailler main dans la main avec lui : quand les CRS saccagent les affaires des vendeurs roms du marché de Bagnolet, ce sont les employés municipaux (nettoient ou environnement) qui passent derrière faire le ménage⁴. D'autant plus que Bagnolet fait partie des villes qui «veulent éradiquer leurs taudis» – ou, plus pudiquement, «résorber les logements insalubres»⁵ – et qu'elle a demandé (et obtenu) l'aide de l'État pour cela en se portant candidate pour l'application du Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD).

Ainsi, pendant qu'à la télévision publique, «spécialistes» et «experts» tiennent des «propos qui consistent en une dénonciation sans appel ni réserve de la communauté rom à travers des affirmations péremptives et des constats lapidaires et non étayés»⁶ – ce qui fut qualifié par la justice dans un premier temps de «provocation à la haine raciale», mais finalement déclaré «question d'intérêt public» dans un dernier verdict⁷ –, le maire de Bagnolet déclare qu'«il faut traiter [les Roms] autrement que par la haine et les expulsions»⁸. Mais quand des Roms s'installent dans une maison vide de sa commune, rue de l'Avenir, il fait en sorte de leur signifier que l'avenir pour eux est ailleurs.

Pour expulser les squatteurs de sa ville, la mairie voisine et verte de Montreuil «indique [par lettre] au propriétaire qu'elle utilisera ses pouvoirs de police pour se substituer à lui [à ses frais] dans le cas où il ne ferait pas procéder à l'expulsion. Une lettre du



préfet invite également le propriétaire à diligenter les procédures judiciaires pour faire expulser les occupants». Les habitants de «Los Angeles» se sont ainsi fait expulser, leur maison a été détruite de l'intérieur (murs, fenêtres et robinetterie défoncés), toutes les entrées ont été murées, et ce avant que le jugement en appel, qui leur sera favorable, ne soit rendu⁹.

Le propriétaire de la maison des Roms, rue de l'Avenir, étant inconnu, c'est sur ses habitants qu'il est fait pression. Les keufs sont venus deux fois, délivrant huit avis d'expulsion du territoire (OQTF) aux personnes présentes puis embarquant un homme pour l'enfermer immédiatement en centre de rétention. S'il a été libéré pour incompatibilité de son état de santé constaté par le médecin du centre, le tribunal n'y avait pas vu d'obstacle, pas plus que la présence de ses enfants ne pouvait empêcher son expulsion : ils n'avaient qu'à le suivre !

La préfecture a prononcé un arrêté d'insalubrité sur leur maison, un de plus dans un département où il y a «un millier d'habitations frappées d'un arrêté d'insalubrité, irrémédiable pour 450 d'entre elles»¹⁰. Arrêtés délivrés sur demande des services d'hygiène municipaux... Et sans aucune proposition de relogement pour les habitants expulsés. «Les gens vivent non seulement dans la peur de se faire expulser de leur maison, mais aussi dans la crainte de se faire arrêter chez eux pour être

enfermé en centre de rétention et expulsé. Nous cherchons des moyens de lutter pour qu'ils restent dans notre quartier.»

Nicolas

Groupe d'Ivry
de la Fédération anarchiste

1. «Quel monde voulons-nous?», www.pcf.fr

2. «Halte à l'internement des Roms dans les villages d'insertion», [La Voix des Roms](http://LaVoixDesRoms.org).

3. «La fin douloureuse du village d'insertion rom», www.leparisien.fr

4. «La répression contre les Roms s'intensifie au Pont de Bagnolet», paris.indymedia.org

5. «Six villes veulent éradiquer leurs taudis», www.leparisien.fr

6. «Cour de cassation, Chambre criminelle, 7 juin 2011, "Affaire C dans l'air"», junon.univ-cezanne.fr/u3iredic et «Cour de cassation, Chambre criminelle, 7 juin 2011, 10-85.179», legifrance.gouv.fr

7. «Les Roms : une question humaine qu'il faut traiter autrement que par la haine et les expulsions», communiqué du maire de Bagnolet, pcf-bagnolet.over-blog.com

8. «Montreuil : non aux expulsions, même encadrées par la mairie», www.cip-idf.org

9. «Six millions contre l'habitat insalubre», www.leparisien.fr

Brèves de combat

Une marche fasciste dégénère

La manifestation des néonazis, le 3 juin dernier à Hambourg, s'est transformée en affrontements à grande échelle. Suivie par environ un millier de fascistes, les flics sont intervenus tandis que des antifascistes, des altermondistes et des militants anarchistes commençaient à construire des barricades avec des poubelles et à y mettre le feu pour contrer la manif et protester contre les parades nazies dans leurs rues. Résultat des courses : entre 500 et 700 personnes ont été arrêtées, et 8 policiers ont été blessés.

Les suites de « l'affaire » de l'université de Saint-Denis

La plainte pour violence aggravée et séquestration portée contre un étudiant par la présidence de l'université le 11 mai lors de l'occupation du conseil d'administration concerne en fin de compte un nombre plus important de personnes. Déjà deux convocations ont été envoyées à des étudiants et une audition a déjà eu lieu. Les faits évoqués sont mensongers et extrêmement approximatifs. Tous les témoignages des personnes présentes sur les lieux sont les bienvenus.

Garde à vue

À ce jour, il n'est plus possible de placer en garde à vue un étranger pour la seule raison qu'il est sans papiers : la Cour de cassation a mis un terme au flou qui entourait jusqu'ici la loi. La France incarcère en effet les sans-papiers depuis 1938, et la loi prévoit un an de prison et 3 750 euros d'amende pour séjour irrégulier. Mais la Cour de justice de l'Union européenne, saisie du cas d'un Algérien entré illégalement en Italie, avait estimé le 28 avril 2011, au regard de la « directive retour » européenne, qu'il n'était pas possible de l'écrouer au seul motif qu'il était en séjour irrégulier, même en violation d'un ordre de quitter le territoire. L'arrêt El-Dridi a ainsi provoqué une série de remises en liberté de sans-papiers.

La nature n'est pas à vendre !

À l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, Les Amis de la Terre France lancent une campagne pour dénoncer les dangers de la financiarisation de la nature. Ils dénoncent les enjeux et impacts sociaux et environnementaux de « l'économie verte », qui entend multiplier les instruments et mécanismes de marché pour « gérer » la nature et le bien-être humain.

Chronique néphrétique

Croître ?

EN POLITIQUE, quand on n'est pas beaucoup, on veut être plus. Cela n'a rien d'original, moi qui ai passé ma vie dans des groupuscules ou des mouvements ultraminoritaires, je peux vous certifier que c'est un lieu commun. « Bientôt 100 groupes à la FA, demain 1000, après-demain 10 000... » comme s'exclamait Jean-Marc Raynaud dans un article précédent, avec cet enthousiasme qui caractérise sa jeunesse éternelle. On veut être plus nombreux, c'est du moins ce que l'on affirme souvent. Vraiment ?

Parfois, c'est un peu perdu d'avance. Au hasard, un exemple : les flamandophones de France qui, par la force brute de l'État et son rouleau compresseur Éducation nationale, se réduisent de génération en génération, ont peu de chance de regagner des effectifs conséquents dans les années à venir. On imagine difficilement qu'ils deviennent une force autonomiste conséquente, même après une explosion de la Belgique toute proche. Les circonstances, le contexte historique, auront sans doute raison de leur volonté. Même avec le soutien intéressé et néanmoins nauséabond de partis flaminguants de l'autre côté de la frontière.

Et nous ? Le contexte ou les circonstances sont-elles défavorables ? Au contraire ! Jamais, depuis des dizaines d'années, nous n'avons eu un tel boulevard devant nous.

D'autres formations, parties d'une poignée de militants, ont su, par un travail permanent, un volontarisme ascétique et un dévouement proche du martyr, monter une organisation qui bénéficie d'une aura nationale, bien qu'actuellement déclinante. C'est le cas de Lutte ouvrière. Je rappelle qu'une génération de militants, dans les années quatre-vingt, a été gagnée à la sortie des lycées, par une présence hebdomadaire de militants vieillissant qui purent rajeunir ainsi leur organisation. C'était la « politique du bouton de veste », dont se moquait la LCR de l'époque, et d'autres sans doute, si je me souviens bien. Accroissement militant, présence multipliée. Qu'est-ce qui les a empêchés de dépasser ce stade ? Eux-

mêmes. Le développement n'est pas une boule de neige. Il faut aussi une politique qui colle à la période, aux autres. Tout compte : trop en avant, trop en retard ou pas en phase avec le mouvement et l'air du temps, les occasions manquées. L'attitude, le look, les méthodes, le ton, les arguments, les non-dits, l'image que les militants donnent d'eux-mêmes, image réelle ou fantasmée.

À ce moment-là, on se regarde collectivement dans le miroir et on réfléchit avec lui... Si les circonstances sont favorables, alors, qu'est-ce qui cloche ? Je vous laisse réfléchir là-dessus, comme dirait Gustave Parking, mais ne faites pas trop de surplace.

Non ! Autre chose : c'est tellement un lieu commun, cette question du « plus grand, plus gros, plus fort » partagé par tant et tant de gens que nous considérons comme de potentiels ennemis (parce que leur politique nous mène, ou nous mènerait, à une société qui nous effraye) que nous pouvons peut-être aussi nous interroger sur le mode de développement que nous souhaitons pour nos idées. Le même qu'eux ? Non, parce que nous ne voulons pas d'un grand parti centralisé, nous voulons une grande fédération avec plein de groupes dedans ! Nous en donnons-nous les moyens ? Si non, c'est que nous ne le désirons pas vraiment. À juste titre, peut-être ?

Est-ce que c'est un but, un objectif pour augmenter notre influence ou au contraire serait-ce la conséquence du développement de nos idées ? Qu'est-ce qui est fondamental pour l'avenir ? Que nos idées soient le plus répandues et partagées par le plus grand nombre ? Qu'elles soient exposées sur la place publique, confrontées aux autres, que nous prouvions leur pertinence et que, par la seule force de notre verbe et de notre regard vertueux, nous écrasions les arguments miteux de (euh... je m'égare)...

Bon, y a plus qu'à nous présenter aux élections. Enfin un truc inédit qui fera parler de nous !

Rodkol

Brèves de combat

Règles assouplies pour les étudiants étrangers

Une nouvelle circulaire sur « l'accès au marché du travail des diplômés étrangers » confirme l'abrogation de la très controversée circulaire Guéant et assouplit légèrement les règles de leur séjour en France à la fin de leurs études. Allez m'sieur Hollande, encore un petit effort !

Chômage en hausse

La France métropolitaine compte 3,5 millions de personnes sans emploi et souhaitant travailler, selon les derniers chiffres de l'Insee. Le taux de chômage a augmenté de 0,3 point au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent, à 9,6 % de la population active (10 %, DOM compris).

Jeudi noir : ce n'est qu'un début

Jeudi noir se félicite du retour à un encadrement des loyers à la relocation annoncé par Cécile Duflot, mais pour l'association, « cela ne suffira pas à revenir à des loyers raisonnables. D'autres réformes, autrement plus ambitieuses, restent indispensables ». Les militants de Jeudi noir se préparent à la prochaine bataille : une véritable baisse des loyers, jusqu'à -20 %, conformément aux promesses de la majorité durant la campagne et au vote du Sénat de gauche en décembre dernier. Cécile cédera-t-elle ?

Résiste !

Les chantiers des chemins d'accès ont commencé au Chefresne (50). Une cinquantaine d'opposants au projet de ligne THT en avaient bloqué l'accès au petit matin. Le maire du Chefresne, présent sur les lieux, après avoir lu son arrêté, toujours en vigueur, s'est vu recevoir une amende pour entrave à la liberté de circulation. Il a été arrêté sous ce prétexte et placé en garde à vue à Saint-Lo, ainsi que deux autres opposants. Une dizaine de personnes ont été emmenées dans les gendarmeries des environs pour contrôle d'identité et les autres délogées en force du chantier. La résistance continue à s'organiser.



Le Vatican, État mafieux ?

DEPUIS QUELQUES SEMAINES un certain nombre de médias (d'autres pas du tout...) se font l'écho d'un « Vatileaks », où l'on voit que des informations « confidentielles » sont divulguées à des quotidiens italiens. La « presse bien informée » ne dit quand même pas grand-chose, ce qui est bien dommage, mais essaye d'interpréter la fuite, ce en quoi elle n'a pas tort.

Vu de loin, on peut se représenter le Vatican comme un club de vieillards réactionnaires dont le discours est de moins en moins écouté. Ce n'est malheureusement pas vrai partout dans le monde. En outre, le Vatican, c'est aussi un patrimoine immobilier et financier important et c'est même un État souverain...

Les fuites seraient le résultat d'une querelle entre anciens et modernes, ceux qui ont le pouvoir et veulent maintenir une certaine opacité sur ce qui se passe au Vatican – et donc poursuivre tranquillement divers tripatouillages financiers – et ceux qui participent à la gestion de l'affaire en raison de leurs compétences techniques mais qui préféreraient travailler dans les règles de l'art. Il faut se rappeler qu'il y a quelques mois, le Vatican avait été classé au rang d'État voyou pour cause de blanchiment d'argent... Les ensoutanés refusent évidemment un tel qualificatif, avec une argumentation du genre, vous comprenez, nous recevons des dons, nous n'y pouvons rien... Des innocents !

Ceux qui ont de la mémoire se souviennent d'un certain M^{re} Marcinkus qui, au début des années quatre-vingt, présidait l'Institut pour les œuvres de religion (IOR, aujourd'hui en cause dans les « révélations ») et qui avait eu des responsabilités dans le krach de la Banco Ambrosiano, banque dont le directeur fut retrouvé pendu sous un pont enjambant la Tamise peu après. Il s'était avéré aussi que la loge P2, une loge maçonnique mêlant politiques et mafieux, était liée à cette affaire... À l'époque, des spécialistes avaient repéré le même type de conflit interne au Vatican. Certains sont même allés jusqu'à soupçonner que le pape suivant, Jean-Paul I^{er}, prématurément disparu, avait été empoisonné car il aurait voulu mettre fin à ces méthodes, pas assez catholiques à son goût. Ceux-là étaient – ou sont – plus ou moins proche des intégristes de la Fraternité saint Pie X (actuellement en négociation pour être réintégrée dans l'Église romaine)... Quoi qu'il en soit, l'opacité de règle au Vatican engendre bien des hypothèses. Car le Vatican étant un État souve-



rain, il dispose de sa propre justice. En tous cas, il semble qu'à chaque fin de règne – Benoît XVI a actuellement 85 ans et donne des signes de fatigue – correspond une guerre pour le pouvoir, avec les coups tordus qui vont avec. Peut-être que cette histoire conviendrait mieux à un bon gros polar, genre Curée à la curie, qu'à un article dans un hebdo anarchiste...

Il reste que le directeur de l'IOR a été viré, et que chacun est bien sûr libre d'interpréter les coïncidences : il a été limogé pour sa gestion, et/ou parce que soupçonné d'avoir diffusé certains documents bancaires... Aujourd'hui, c'est le majordome du pape qui joue le lampiste. Il risque six ans dans un cachot du Vatican.

On voit bien dans cette affaire qu'avec des termes toujours bien polis les règlements de compte n'en sont pas moins violents. Ainsi, un cardinal (souhaitant garder l'anonymat...) a pu déclarer à un journaliste du quotidien *La Repubblica* : « Le but des corbeaux est de révéler la corruption qu'il y a dans l'Église ces dernières années. » Et ça fait (officiellement, mais là aussi il y a mensonge) deux mille ans que l'Église est le lieu d'intrigues toutes plus pourries les unes que les autres. Selon l'adage bien connu : Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais.

Le Furet

Opération pièce rouge chez Brioche dorée

APRÈS une action à Paris, à Rennes puis à Lyon, l'intersyndicale CGT-CFDT de Brioche dorée¹ s'est rendu de nouveau à Paris jeudi 7 juin 2012 dans les deux restaurants de «la plus belle avenue du monde», les Champs-Élysées, pour recommencer une opération pièces rouges pour revendiquer un treizième mois. Le principe est simple : munis de tracts explicatifs pour les clients et de bon nombre de rouleaux de pièces de 1, 2 et 5 centimes, les syndicalistes viennent consommer aux heures de pointe un simple café, une viennoiserie, un jus de fruit, etc. Puis, comptant une à une les pièces, payent leurs consommations, ralentissant significativement le service et dissuadant les clients affamés d'attendre dans la longue file d'attente, sans faire perdre d'argent aux salariés par une grève. Pour l'occasion, une petite sono diffusant quelques chansons militantes fut même apportée pour dynamiser l'événement². Des syndicalistes de la restauration rapide sont venus en soutien pour optimiser le résultat qui fût sans appel : le grand nombre de sandwiches invendus témoigne de l'efficacité de l'opération.

À l'heure où la restauration rapide continue de bénéficier de la baisse de la TVA pour la vente à emporter et où le groupe Brioche dorée rachète Bruegger's, chaîne de restauration rapide américaine spécialisée dans les sandwiches «bagel», les salariés et syndicalistes du groupe n'avalent pas la pilule du refus d'octroi du treizième mois. La situation



est d'autant plus révoltante que la pauvreté et la précarité des travailleurs de la restauration rapide sont grandes. Un membre du personnel nous expliqua même devoir se rendre aux Restos du cœur pour se nourrir ainsi que ses quatre enfants malgré son CDI à temps plein, éternelle injustice du capitalisme générant des cordonniers mal chaussés...

La direction, quant à elle, a réagi de suite : visiste rapide du directeur régional, du direc-

teur des ressources humaines et d'un huis-siers de justice, prenant tous des photos de l'événement.

Un peu d'action directe revigore les militants de la restauration rapide, branche d'activité bien peu organisée syndicalement et sans aucune capacité à peser dans le rapport de force à ce jour.

Les prochaines actions nécessiteront encore du monde et notamment un soutien médiatique, car il est sûr que de telles actions ne suffiront pas à intégrer un treizième mois vu le coût que cela représente. Vous serez peut-être appelé à venir les soutenir, chères et chers camarades-lecteurs.

Nathan

*Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste*

1. À noter que Force ouvrière a été exclue de l'intersyndicale pour avoir mouchardé la première action du genre à Paris et signé en catimini l'accord relatif au négociation annuelle obligatoire. Ceci dit, il semble bien que ce genre de comportement soit courant dans la Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des services annexes Force ouvrière...

2. À titre anecdotique, on notera le commentaire d'une passante assez âgée à l'allure plutôt bourgeoise à qui nous expliquions les motifs du mouvement. Elle nous fit comprendre qu'elle approuvait le mouvement mais que la musique raï était de trop...

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Drogues : il n'y a pas de **fumée** sans pétards

Don't Boggart that Joint, my friend !

La semaine dernière, Cécile Duflot, ministre du Logement, a lancé une petite phrase sur RMC et BFM TV qui n'est pas passée inaperçue. Elle a affirmé se ranger du côté des partisans de la dépénalisation du cannabis, une proposition « ancrée dans le marbre » du programme des Verts. La ministre du Logement du nouveau gouvernement a expliqué à l'antenne que la dépénalisation présente un double avantage : celui de faire baisser le trafic, voire de le supprimer, et celui de promouvoir une politique de santé publique : « Il faut considérer que le cannabis, c'est comme l'alcool et le tabac, pour informer les plus jeunes, on doit développer des actions de prévention. » Cécile Duflot se situe donc en contradiction sur ce point avec la position de François Hollande, ce que la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, s'est empressée de rappeler. Cependant, la ministre a tenu à préciser qu'elle avait défendu cette position sur les ondes en tant que toujours « secrétaire nationale d'Europe Ecologie-les Verts ». En effet, elle ne doit céder son poste que le 23 « joint » 2012. Dans la foulée, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a tenté d'arrêter l'hémorragie que la petite phrase a immédiatement déclenchée – surtout à droite (le retour de la Belle-aubois-dormant), mais également à gauche – en annonçant à la presse que « le gouvernement ne s'était encore pas exprimé sur le sujet », une manière à peine voilée de se démarquer de la nouvelle ministre. Si le gouvernement n'a en effet pas encore tranché la question avant le résultat des législatives, Manuel Valls, le nouveau « couillu » ministre de l'Intérieur, a déjà, à plusieurs reprises, annoncé la couleur en affirmant son opposition à la dépénalisation du cannabis « au nom même des valeurs de la gauche ». D'autres, toujours à gôche, comme le député PS Claude Bartolone, ont mis la petite phrase de Cécile Duflot sur le dos d'une « erreur de jeunesse gouvernementale ». Enfin, le grand manitou, Hollande en personne, a martelé à plusieurs reprises durant la campagne présidentielle : « Je ne veux pas donner le moindre signal de renoncement à une dissuasion par rapport à cette consommation de cannabis. » Je crois que c'est clair ! Pour autant, à gôche, il n'y a pas consensus sur la question. En 2011, Daniel Vaillant, l'ancien ministre de l'Intérieur, avait prôné, pour sa part, une « légalisation contrôlée du cannabis et la reconnaissance d'un usage thérapeutique du cannabis ». Aujourd'hui, il appelle le débat. François Rebsamen, un sénateur proche de Hollande, s'était prononcé, quant à lui, en



faveur de la transformation en contravention de la consommation de cannabis, alors qu'elle est considérée à ce jour comme un délit. Selon *Le Canard enchaîné*, cette position lui aurait coûté le poste de ministre de l'Intérieur, pour lequel il avait été longtemps pressenti. « Dans ce pays, on se voile les yeux et, aujourd'hui, des jeunes qui fument du cannabis dans la rue sont fichés au fichier des empreintes génétiques comme des grands bandits alors qu'en réalité, c'est de soins thérapeutiques et de prévention dont on a besoin », avait-il osé répéter sur une chaîne TV. Une position qui vaut bien un maroquin !

On se calme à droite !

« Pain béni » ! Il n'en fallait pas plus à la droite pour opérer un retour en force avant le second tour des législatives. Le premier à s'engouffrer dans la brèche a été Éric Ciotti, député UMP spécialiste de la sécurité, qui a immédiatement dénoncé le « double langage » de la gauche en ces termes : « Déjà pendant la campagne de l'élection présidentielle, des proches de Monsieur Hollande tels que Monsieur Rebsamen ou encore sa partenaire Madame Joly s'étaient prononcés en faveur d'une dépénalisation du cannabis, lançant un signal destructeur pour l'autorité morale de l'État. » Morale et État, quels deux doux mots aux oreilles des réactionnaires ! On s'y attendait, le second couteau n'était autre que Xavier Bertrand qui est venu prendre le relais sur BFM TV. « En tant qu'ancien ministre de la Santé et aussi en père de famille », il a affirmé, droit dans ses bottes : « Si la gauche l'emporte, il y aura légalisation du cannabis. » Il s'est donc recyclé dans la voyance depuis la défaite de l'UMP ? Et que je t'en ré-

étales une couche sur la tartine, Henri Guaino, l'ancien « nègre » de Sarkozy, a qualifié cette position sur LCI de « désastre moral », avant d'ajouter dépité : « Mais comment va-t-on élever nos enfants, si on continue de cette façon ? Cette idée de légaliser le cannabis, les drogues douces comme si elles étaient douces, comme s'il n'y avait pas de rapport entre drogues douces et drogues dures ! » Résultat des courses, selon Jean-Luc Mélançon, après sa sortie, Cécile Duflot « se serait fait déjà taper sur les doigts ». Il est sans doute bien renseigné. Quant à la ministre du Logement, elle doit bien se mettre dans la tête que faire partie d'un gouvernement, même « dit de gôche », c'est avant tout apprendre à se taire. Le fera-t-elle ? Il y a tout à parier ! Tout le monde ne s'appelle pas Pierre-Joseph Proudhon qui, pour sa part, comprit très vite la tromperie du jeu parlementaire, tandis qu'après avoir été d'extrême gauche, le 31 juillet 1848, il tenait tête à toute l'Assemblée en opposant le prolétariat et la classe bourgeoise, et en affirmant que « le prolétariat instaurerait un ordre nouveau et procéderait à une liquidation en se passant des moyens légaux » ! Scandalisée, l'Assemblée vota un blâme à Proudhon, par 691 voix sur 693. Sa carrière parlementaire ne dura donc guère et lui fit dire, plus tard, une phrase qui, dans la bouche de Louise Michel, se transformera en : « Le pouvoir est maudit et c'est pour ça que je suis anarchiste. »

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

La police déjoue un complot anarchiste !

SAMEDI 2 JUIN 2012 à 18 heures, une demi-douzaine de fourgons de gardes mobiles et autres équipes des « brigades anticriminalité » sont venus se positionner devant l'Espace autogéré des Tanneries, afin de s'assurer que n'aurait pas lieu un... jeu de piste à vélo (dénommé « alleycat »). Quelques personnes motivées, après une première réussie il y a quelques mois à Dijon, nous avaient en effet sollicités pour que l'alleycat ait cette fois-ci pour point de départ les Tanneries. Pas de soucis de notre côté : nous apprécions ces « courses d'orientation ludiques et décalées ». Mais pas de chance avec les autorités, puisque le directeur départemental de la sécurité publique (DDSP) s'est déplacé en personne, avec toute son escorte, pour nous annoncer qu'un arrêté préfectoral interdisait fermement la tenue de l'alleycat !

Renseignement pris, le cyclo-jeu de piste avait été qualifié de « manifestation anarcho-libertaire ». De quoi faire frémir dans les chaumières ! Ce serait le préfet de « zone de défense » de Metz, en lien avec le ministère de l'Intérieur et en concertation avec la préfecture de Bourgogne, qui aurait pris un arrêté d'interdiction dans le cadre du Plan national de sécurité, en appelant une compagnie de gendarmes mobiles de Bordeaux à la rescousse. Rien que ça ! Les autorités semblent avoir fantasmé une horde de cyclopathes déchaînée tout droit sortie de *Mad Max*, s'apprêtant à mettre la ville à feu et à sang... Et face aux pressions, les organisatrices, désespérées, nous ont informés qu'elles préféreraient annuler la course...

Mais quelle mouche a piqué ces messieurs haut placés ? Serait-ce la chaleur ? Les nouveaux venus au pouvoir ont-ils décidé de montrer les muscles et de prouver qu'ils pouvaient eux aussi « rétablir l'ordre », en commençant par interdire... les chasses au trésor et les rébus ? La chasse aux dits « anarcho-autonomes » a-t-elle repris en mode grand-guignol, malgré le départ de Squarcini, ex-chef de la DCRI ? En tout cas, il n'y a pas à dire, le « changement » se fait sentir !

Perplexes, nous avons cherché à comprendre le phénomène ubuesque. Il était certes annoncé une « alleycat des bandits », « course d'orientation clandestine en vélos de tous genres (tandem, cargobike, BMX, pignon fixe, rétro-pédalage, course, vélo couché, etc.) à travers la ville. Top départ aux Tanneries, checkpoints mystères, puis... Grand bal des gangsters à la salle polyvalente Jacques-Mesrine (rue Philippe-Guignard) – bal dansant typé boum énervée, jusqu'à l'aube ! ». Ce peut-il qu'un



haut gradé paranoïaque, qui n'aurait pas eu la chance d'aller en colo dans sa jeunesse, n'ait pas compris le concept de jeu de rôle ou de bal costumé ? Le spectre du « grand Jacques » serait-il encore assez terrifiant, vingt-trois ans après sa mort, pour qu'à sa seule évocation la police dégaîne ? Au rang des raisons invoquées cet après-midi par le DDSP pour aider à justifier leur coup de sang : une fête de rue survenue il y a quinze jours rue Berbissey, et le festival de trois jours organisé la semaine passée aux Tanneries.

Pour mémoire, la fête de rue en question a consisté en l'occupation d'une rue populaire du centre-ville par quelques centaines de personnes durant plusieurs heures, autour d'une fanfare, de projections de films en plein air, de jeux et de danses. Nous ne saurions dire exactement si la fête a laissé plus de canettes sur la chaussée que l'une des rares victoires du DFCO ou autre « concert de rentrée » organisé par le cabinet du maire, mais selon les témoignages les plus variés, il semblerait que l'on s'y soit bien amusé. Si nous sommes touchés de l'attention des autorités, il nous serait cependant difficile d'en dire plus à ce sujet : si certains acteurs des Tanneries ont sans doute pu être aperçus en train de danser dans la rue, nous ne sommes pour autant pas les organisateurs de cette soirée. Sans nous désolidariser d'une initiative fort sympathique, nous ne voudrions pas tirer la couverture à nous : certains groupes de Dijonnais ne nous attendent heureusement pas pour s'organiser et mettre un peu de joie et d'intensité inattendues dans la ville.

En ce qui concerne le festival qui a accueilli plus d'un millier de personnes pendant trois jours, il nous serait reproché d'avoir bloqué une partie du boulevard de Chicago en y jouant au ping-pong et au baby-foot un matin de Pentecôte, et d'avoir provoqué quelques protestations de voisins pour du bruit excessif, en l'occurrence un peu de mauvaise disco. À cet égard, inutile de nier ou de tenter de décharger nos crimes sur qui-

conque, car les faits qui nous sont imputés peuvent sans doute nous être attribués. À notre décharge, nous répliquerons que ce n'est pas la mort du petit bonhomme, et qu'en bientôt quinze ans d'événements publics hebdomadaires, nous nous sommes toujours attachés à entretenir de bonnes relations avec le voisinage et à ce que nos soirées se passent bien, sans vigiles ni policiers. Et nous entendons bien que cela puisse continuer ainsi.

Ce samedi 2 juin au soir, pendant que les renforts stagnaient au commissariat ou en centre-ville, des fourgons bleutés se sont déplacés aux deux extrémités de la rue Philippe-Guignard – où se situent divers potagers collectifs et familiaux sur des terres menacées – pour y établir des « checkpoints ». Leur mission : interdire l'entrée à la « boum » annoncée près d'une ferme maraîchère occupée pour clore l'alleycat. En effet, un arrêté – municipal cette fois – prohibant toute festivité dans la salle polyvalente Jacques-Mesrine avait été placardé pour l'occasion !

Au-delà de la farce que constitue cette mobilisation policière extraordinaire, cette situation témoigne de manière beaucoup plus préoccupante d'une volonté – affirmée cet après-midi même par le DDSP – de répression de tout événement dans l'espace public, dès lors qu'il ne rentre pas docilement dans les cadres institutionnels lisses, les demandes d'autorisation préalable, les embrouilles administratives, les normes de sécurité agréées et tout ce qui s'ensuit. Cela fait pourtant longtemps, à Dijon comme ailleurs, que quantité de manifestations – qu'elles soient ludiques, sportives, culturelles ou politiques – sont organisées hors de ces carcans. De notre point de vue comme de celui de nombre d'individus et d'associations que nous côtoyons, il s'agit là d'une liberté précieuse, qu'il importe de conserver face au rouleau compresseur normalisateur. C'est notamment ce qui permet de vivre gaiement, même quand on a ni le pouvoir ni l'argent, et d'avoir la marge de s'opposer au monde dominant.

Sans présumer de la suite, et puisque le ridicule ne tue pas, espérons au moins que l'insolation retombe et qu'ils en restent là !

Mais rien n'est moins sûr : la semaine prochaine, les Tanneries accueillent cette fois une « cartonnade » ! Attention, car il s'agira là de personnes lourdement « armées »... Peut-être faudra-t-il doubler les effectifs ! ?

Espace autogéré des Tanneries

Algérie

Ça branle dans le manche

LE POUVOIR ALGÉRIEN, qui redoute tant une extension des révoltes tunisienne et égyptienne, n'a toujours pas l'intention de laisser contester sa «légitimité». Le parti qui dirige le pays depuis son indépendance en 1962 s'est toujours employé à faire taire toute opposition, malgré le sous-titre de son organe de presse *Le Moudjahid* («La révolution par le peuple et pour le peuple»). Jolie formule reniée dès le début en éliminant tout ce qui n'adhérait pas à ce parti unique. Depuis, grâce à l'armée, le pouvoir se maintient en utilisant l'arsenal des moyens mis à sa disposition : élections truquées, Constitution retoquée pour prolonger le mandat présidentiel, répression des mouvements de révolte (en Kabylie notamment), interdiction d'organisations syndicales véritablement indépendantes... Déjà quatre syndicats autonomes¹ avaient dénoncé dans une déclaration commune l'attitude du gouvernement qui bloque la légalisation de nouveaux syndicats, mais qui pour se donner une apparence plus démocratique en vue des élections législatives de mai, avait légalisé en toute hâte plusieurs partis politiques (sans doute moins dangereux pour le pouvoir qu'une organisation de classe, allez savoir...). Mais comme sous toutes les latitudes, rien n'y fait : les travailleurs, toujours aussi obtus, n'en finissent pas de réclamer une amélioration de leurs conditions de vie. Ainsi depuis la mi-avril un mouvement de grève à l'appel du Snapap² a démarré dans l'administration judiciaire, suivi par 95 % des travailleurs de ce secteur – qui s'est trouvé entièrement paralysé. D'après les informations qui nous parviennent³, à Alger tous les tribunaux ont été paralysés (y compris le Tribunal suprême), et ce malgré les pressions et les menaces de licenciements ou de mutations forcées. Pour enrayer ce mouvement, on a pu voir des fonctionnaires enfermés dans leurs bureaux pour les empêcher de rejoindre les grévistes, et même la diffusion d'un faux communiqué à en-tête du syndicat, commençant par des versets coraniques et appelant à cesser la grève. Finalement l'État a réagi vigoureusement comme à son habitude, et les rassemblements ont tous été sauvagement réprimés par la police. Dernier recours pour ces travailleurs : la grève de la faim pour faire entendre leurs revendications aux dirigeants du pays. Réponse de ces derniers : licenciements, résiliations de contrats, arrestations et emprisonnement de syndicalistes.

Les revendications concernent le statut qui régit la profession, la précarité dont souffrent les travailleurs de ce secteur et l'application des accords signés le 22 février 2011 par le



ministre de la Justice (augmentation des salaires et révision du statut). L'état des travailleurs en grève de la faim depuis le 6 mai se dégrade de jour en jour et met leur vie en danger. Dans le dernier communiqué du 26 mai publié à Alger, il est précisé que parmi eux se trouvent deux femmes dans un état très grave ayant nécessité leur évacuation vers l'hôpital de Rouiba, et ce malgré les pressions faites sur les médecins pour empêcher ce transfert.

Plus de deux cents travailleurs affiliés au Snapap ont été arrêtés alors qu'ils participaient à un rassemblement. Dans le même temps, la répression s'exerce aussi contre les réseaux sociaux. Tarik Memeri, jeune blogueur de 23 ans a été arrêté pour avoir envoyé sur le net un appel au boycott des élections algériennes, détruit des panneaux électoraux et brûlé sa carte d'électeur. Il a reconnu les faits et déclaré : «J'ai préféré faire ça plutôt que de m'immoler par le feu.»

Malgré les mesures d'intimidation, des syndicats nationaux autonomes se constituent dans les entreprises d'État : Sonelgaz (électricité et gaz), la Poste... De son côté, le Syndicat de l'enseignement supérieur Solidaires (SesS)

participe à ce processus de construction d'une confédération autonome des syndicats. Des sections se sont créées dans dix-huit établissements universitaires bien que leur légalisation ait été rejetée.

Affaire à suivre donc.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. SNCOPEN (Éducation nationale), CLA (Conseil lycées d'Algérie), SNTFP (Syndicat national des travailleurs de la formation professionnelle), Snatna (Syndicat national autonome du nettoyage et de l'assainissement).

2. Snapap : Syndicat réunissant tous les fonctionnaires de la fonction publique.

3. Notamment par le biais de la Commission de travail pour l'Afrique du Nord – CGT espagnole.

Maroc

La chasse aux **syndicalistes** est grande ouverte

CONTRAIREMENT À L'ALGÉRIE, il n'y a pas au Maroc de pseudo-socialisme, mais une vraie monarchie, qui elle non plus n'apprécie pas la contestation. Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer le comportement des entreprises européennes implantées là-bas¹. Encore une fois, c'est une entreprise espagnole qui se distingue : Jobelsa, entreprise valencienne de fabrication de sièges pour automobiles, implantée dans les faubourgs de Tanger, a licencié 120 travailleurs pour le simple fait d'avoir constitué une section syndicale dans l'entreprise. Comptant sur la complicité de l'État marocain, de son appareil répressif policier et judiciaire, qui a pour fonction de garantir les bénéfices des multinationales installées au Maroc, la société Jobelsa se moque du Code du travail marocain, de l'Inspection du travail, des mécanismes d'arbitrage et de conciliation en vigueur, et tente de briser la volonté de lutte des travailleurs qui, pour l'instant, reste intacte.

Une fois créée la section syndicale de l'UMT² chez Jobelsa à Tanger, la réaction des dirigeants de l'usine ne s'est pas fait attendre : répression et menaces sont arrivées, suivies du licenciement d'abord de dix-huit travailleurs, parmi lesquels les membres du bureau syndical, sans aucun motif légal et sans préavis, ordonnant au service de sécurité de leur interdire l'accès de l'entreprise. En réponse à cette injustice, 120 travailleurs et travailleuses se sont mis en grève et ont établi un campement devant l'entrée de l'usine malgré les menaces des responsables et de leurs vigiles.

Le comité régional du syndicat a adressé un courrier au gouverneur de Tanger qui est intervenu en appelant à une réunion tripartite bureau syndical/autorités locales/responsables de l'entreprise³. Réunion où manquaient la volonté de négociation et encore plus le pouvoir de prendre des décisions. Les travailleurs ont donc maintenu leur rassemblement, ce qui a obligé les autorités à envoyer un comité d'arbitrage et de conciliation composé du président des affaires intérieures de la province de Fahs Anjra, du délégué du travail, de l'inspecteur du travail, du représentant de l'entreprise, du bureau syndical et du comité régional de l'UMT. La réunion a conclu à l'illégalité des licenciements et demandé le versement d'une avance sur salaire aux travailleurs pour la période du conflit. Le

représentant de l'entreprise s'est engagé à effectuer les versements, mais finalement ne l'a pas fait.

Au cours de la deuxième réunion, il a justifié le non-versement des sommes par des problèmes techniques, et s'est engagé cette fois à verser la totalité des salaires. Une nouvelle fois l'entreprise n'a pas exécuté une décision officielle du Conseil d'arbitrage et de conciliation.

À la troisième réunion à laquelle ils assistaient, le conseiller juridique de l'entreprise, ainsi que le propriétaire de celle-ci, confirmèrent qu'ils allaient verser leurs salaires aux grévistes et s'engagèrent à résoudre le conflit par la présentation dans les deux jours d'un projet d'accord et de réconciliation. Au bout d'une semaine d'attente, rien n'était fait : ils étaient juste en train de gagner du temps pour piétiner les droits des travailleurs. Au cours de la quatrième réunion, le représentant de l'entreprise changea radicalement de position et refusa catégoriquement de réintégrer les travailleurs licenciés, reniant ainsi tous les engagements antérieurs.

Les travailleurs ont maintenu leur campement et leur lutte à l'entrée de l'usine quand ils ont eu la surprise d'être sommés par décision de justice de lever le camp. Décision immédiatement appliquée avec l'intervention violente de la police, à laquelle personne ne put échapper, pas même les femmes. Le militant syndical Abdellah Elalouzi fut arrêté puis libéré grâce à un rassemblement de travailleurs à la porte du commissariat qui dura jusqu'à minuit, suivi d'un autre rassemblement devant le tribunal de 2 heures du matin à 14 heures. Libre, mais restant sous la menace d'un procès comme beaucoup d'autres travailleurs. Devant cette situation où l'on constate le non-respect d'une décision du Conseil d'arbitrage et de conciliation qui a considéré illégal le licenciement des travailleurs et exigé leur réintégration immédiate, où l'on constate aussi le non-respect du Code du travail en vigueur au Maroc, ainsi que l'usage de la violence, des arrestations et persécutions de la part de la police contre les travailleurs, le bureau syndical de l'UMT de l'entreprise Jobelsa déclare :

1° Nous affirmons notre refus de la décision de l'entreprise de licencier 120 personnes.

2° Nous condamnons l'attitude du patronat étranger qui piétine les droits inscrits dans le Code du travail et se moque des autorités locales.

3° Nous continuerons la lutte jusqu'à ce qu'on nous rende nos postes de travail.

4° Nous lançons un appel à tous les démocrates et demandons leur soutien pour notre droit au travail, contre la répression et contre la limitation de la liberté syndicale.

Autre entreprise (française celle-là) dont nous avons déjà parlé⁴ : Soprofel. Autre combat, mais qui vient de se terminer victorieusement pour les travailleurs. Après trente-huit jours de grève de la faim de six salariés licenciés, patronat et autorités ont fini par céder. Soprofel renonce aux poursuites judiciaires et au contraire versera à chacun des six grévistes 80 000 dirhams (environ 7 500 euros) d'indemnité. Les autorités locales prendront en charge leurs frais d'hospitalisation et le suivi médical nécessaires vu leur état de santé après cinq semaines de grève de la faim. Les autorités assumeront également les remboursements pour des prêts dus par deux des grévistes (70 000 dirhams). Cet accord n'a pu être obtenu que grâce à la solidarité ouvrière. Les différents rassemblements de soutien ont réuni jusqu'à 3 000 travailleurs. Toutefois, l'UMT-Fédération nationale du secteur agricole rappelle et dénonce : les conditions d'exploitation des travailleurs agricoles de la région de Souss-Massa ; les attaques du patronat contre le droit syndical ; le silence des autorités sur les violations du Code du travail et la répression contre les travailleurs qui défendent leurs droits.

Pas de répit donc, et la lutte continue sur tous les fronts dans ce « paradis » que tant de nos compatriotes (et non des moindres !) ont choisi comme lieu de villégiature.

Ramón Pino

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1675.

2. UMT : Union marocaine du travail.

3. Toutes ces informations sont données par la Commission de travail pour l'Afrique du Nord – CGT espagnole.

4. Voir *Le Monde libertaire* n° 1676.

Foire à l'a

22-23-24 juin 2012

Vendredi 22 juin

Lieu : le Lycée autogéré de Paris (LAP, 393 rue de Vaugirard, métro Convention), qui fête ses 30 ans.

18-20h : forum «Autogestion et pédagogie».

Avec, entre autres, Laurent Ott (philosophe et acteur social, membre de l'Icem-Pédagogie Freinet), une ou un enseignant de l'école Fernand-Labori (pédagogie Freinet) à Paris XVIII^e, une ou un enseignant du Lycée autogéré de Paris. Mais aussi des actrices et acteurs de la tendance intersyndicale Émancipation et de SUD-Éducation.

Samedi 23 juin

Lieu : la Parole errante à Montreuil (9, rue François-Debergue, métro Croix-de-Chavaux).

Stands, buvette, restauration, animation musicale, cycle cinéma, vidéos, ateliers, débats... Plus d'une cinquantaine de structures participantes.

10 h : Ouverture de la Foire à l'autogestion

11h-13h : forum «Autogestion, syndicalisme et luttes sociales».

Avec, entre autres, Julien Gonthier (Solidaires-Industrie), qui évoquera le travail pour implanter un syndicalisme de lutte et autogestionnaire dans l'industrie ; le conseiller juridique d'un syndicat du nettoyage, qui nous parlera de l'auto-organisation des luttes des travailleuses et travailleurs, souvent immigrés, parfois sans papiers ; des anarchistes grecs, qui évoqueront le mouvement populaire dans leur pays ; une actrice des CAFards (Montreuil), qui évoquera l'expérience de l'Assemblée générale interprofessionnelle de Montreuil en 2010, dans la lutte pour la défense des retraites.

12h-13h : Atelier «Libérer la parole».

On explorera les comportements et cadres de pensée qui peuvent entraver la libération de la parole, créer des frustrations, de l'aliénation et favoriser les jeux de pouvoir dans un groupe ; et on verra ceux qui favorisent la coopération, l'entraide, la décrispation sur les enjeux de pouvoir/territoire. [organisé par Alternative libertaire ; 15 participants max] Lieu : librairie Michèle-Firk.

14h-16h : forum «Autogestion argentine».

Avec trois camarades du Frente de Organizaciones de Lucha (FOL, Argentine) qui parleront du travail en coopérative et dans les mouvements sociaux des quartiers populaire ; aborderont les différents types de production : métallerie, menuiserie, boulangerie, couture, nettoyage... ; la situation politique (jeu de chassé-croisé avec le gouvernement Kirchner) ; la formation d'un syndicat des travailleurs en coopérative (AGT-CAP) ; les luttes récentes pour défendre l'existence et le statut des coopératives autogérées ; et une expérience directe : la métallerie du FOL. Frank Mintz (auteur, tendance intersyndicale Autre futur) fera le bilan des récupérations d'entreprises en Argentine. Daniel Pinos (Fédération anarchiste) apportera un éclairage à partir d'expériences chilienne, cubaine et espagnoles.

16h : cinéma : Grandpuits et petites victoires d'Olivier Azam, 80 min.

Octobre 2010. Les grévistes de la raffinerie Total de Grandpuits (Seine-et-Marne) sont devenus malgré eux le fer de lance de la lutte pour la défense des retraites. La grève vue de l'intérieur, une aventure humaine, un outil de réflexion pour les luttes à venir. En savoir plus sur le projet ou visionner la bande annonce. En présence du réalisateur et d'un gréviste de Grandpuits (sous réserve).

13h-17h : Atelier «Écriture d'un scénario de jeu de rôle grandeur nature (MAD)».

Atelier d'écriture collective d'un scénario de jeu. Ou comment mettre en place une activité de loisir imaginatif autogérée à travers l'exemple de l'écriture de scénarios. Présentation et réflexion du jeu de rôle grandeur nature, de ses enjeux, et de la réappropriation de la ville comme espace de jeu. [organisé par la Mare aux diables ; 20 participants max]

Lieu : librairie Michèle-Firk.

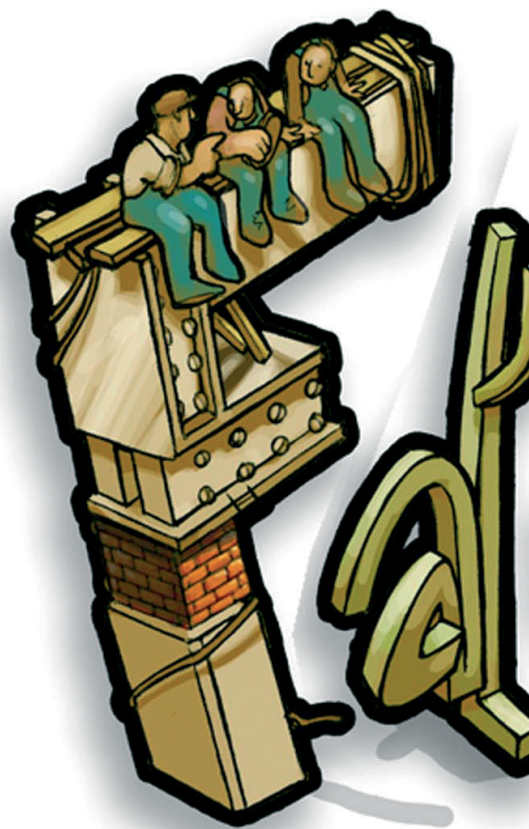
15h-17h : Débat «Printemps arabe, où en est-on?».

L'actualité des luttes dix-huit mois après le Printemps arabe, avec Raouf, Marouane Taharouri et Laurent Esquerre, coordinateurs du dossier spécial d'Alternative libertaire de mars 2012. Lieu : gradins extérieurs.

17h-18h : Atelier «Libérer la parole».

On explorera les comportements et cadres de

pensée qui peuvent entraver la libération de la parole, créer des frustrations, de l'aliénation et favoriser les jeux de pouvoir dans un groupe ; et on verra ceux qui favorisent la coopération, l'entraide, la décrispation sur



les enjeux de pouvoir/territoire. [organisé par Alternative libertaire ; max. 15 participants]

Lieu : librairie Michèle-Firk.

18 heures : cinéma : l'autogestion argentine.

Quatre courts-métrages réalisés entre 2009 et 2012 par des médias alternatifs argentins

Autogestion

(Paris et Montreuil)

sur les coopératives autogérées et les conflits qu'elles ont affronté. Projection proposée par Pico y Pala en présence de Matias Barrio, du Frente de Organizaciones en Lucha.

Avec, entre autres, Julie, de la ferme coopérative La Clémenterie (Ardèche); Christian Vaillant (scop La Navette); Michel Lulek (éditions du réseau Repas); Marc Bourgeois (scop Ambiance Bois), qui parleront de leurs projets et de leur parcours.

20h-23h: soirée festive.

Avec, entre autres, DJ Aurélie + Iskander et DJ Kind of Red aux platines.

Dimanche 24 juin

Lieu: la Parole errante à Montreuil (9, rue François-Debergue, métro Croix-de-Chavaux).

Stands, buvette, animation musicale, vidéos, ateliers, débats... Plus d'une cinquantaine de structures participantes.

11h-13h: forum «Décroissance et autogestion».

Avec, entre autres, Paul Ariès (politologue et écrivain); Alex, syndicaliste et animateur de l'émission Les Mangeux d' terre sur Radio libertaire.

11h-12h30: Débat «Produire et consommer autrement».

On échangera sur la construction d'une autonomie alimentaire pour contrer la dépendance aux centrales d'achat. Pour l'auto-organisation de circuits de production, de transformation et de distribution alternatifs: consom'acteurs, scops et coopératives alimentaires, jardins partagés... Avec Consom'Solidaires, la scop Courts-circuits Saint-Denis, EcoBox, la scop La Conquête du pain, la scop Andines, la Commune libre d'Aligre...

Lieu: gradins extérieurs.

11h30: cinéma: D'égal à égales de Corine Mélis et Christophe Cordier, 52 minutes.

Elles sont migrantes ou filles d'immigrants, et syndicalistes. Par-delà les conflits du travail, elles nous racontent une démarche d'émancipation individuelle et collective dans une société où sexisme et racisme restent d'actualité. En savoir plus sur le projet ou visionner des extraits. En présence de la coréalisatrice et d'une syndicaliste (sous réserve).

12h30-13h30: Débat: présentation du plan «Économie sociale, solidaire et éco-

logique» par la revue coopérative L'Âge de faire.

Lieu: gradins extérieurs.

13h30: cinéma: Inventaire avant liquidation de Rémy Ricordeau, 54 minutes.

De jeunes travailleurs et chômeurs engagent une réflexion sur la nécessité d'initier d'autres pratiques politiques et d'autres rapports sociaux que ceux induits par le salariat et le consumérisme. S'esquissent alors des perspectives de transformations sociales où l'utopie se substitue au réalisme mortifère. En savoir plus sur le projet ou visionner la bande annonce. En présence du réalisateur.

14h-15h: Atelier «Kit coop»: réfléchir à des outils grand public pour relocaliser l'économie.

[organisé par la scop L'Âge de faire; max. 10 participants]. Lieu: librairie Michèle-Firk.

14h-16h: forum «Autogestion et projet de société».

En cours d'élaboration. L'ambition est d'évoquer, dans les grandes lignes, ce que pourrait être une société post-capitaliste, tout en dégageant les points d'interrogation et les points de désaccord reflétant le pluralisme des structures participant à la Foire. Suspense!

15h30: cinéma: DSK, Hollande, etc. d'Aurore Van Opstal, Julien Brygo et Pierre Carles, 90 min.

Les rapports médias/politique passés au crible avant la présidentielle de 2012. Ou comment la presse présélectionne les candidats compatibles avec les intérêts du pouvoir économique: DSK, puis François Hollande. En savoir plus sur le projet ou visionner des extraits. En présence d'un des coréalisateurs.

17h-18h: Atelier «Libérer la parole».

On explorera les comportements et cadres de pensée qui peuvent entraver la libération de la parole, créer des frustrations, de l'aliénation et favoriser les jeux de pouvoir dans un groupe; et on verra ceux qui favorisent la coopération, l'entraide, la décrispation sur les enjeux de pouvoir/territoire. [organisé par Alternative libertaire; max. 15 participants]

Lieu: librairie Michèle-Firk.

17h-19h: Débat «Luttes, logement et autogestion: actualités, pratiques et perspectives».

Lieu: gradins extérieurs. [organisé par la Coordination des groupes anarchistes]

17h-19h: forum «Autogestion et production 2: monter une production alternative».



La guerre ne subit pas la crise



LA SITUATION FINANCIÈRE désespérante et probablement désespérée a un responsable que tout le monde connaît, c'est le contribuable, c'est-à-dire toi et moi. La dette de mon pays sert à payer les fonctionnaires, dont tout le monde connaît le salaire moyen mais pas le salaire médian, curieux non ? Elle sert à payer ma retraite et celles des gens de ma génération et de celle d'au-dessus. Quelqu'un est contre ? Et puis encore plein de choses pas nécessaires comme les frais de santé publique et autres fariboles. Enfin, elle finance plein de niches fiscales car, comme tout un chacun le sait, plus les riches sont heureux moins il y a de pauvres au chômage. Je connais quelques pays où les riches sont bien malheureux...

Les banques, les pauvres !

Bon, je peux comprendre le raisonnement qui avance que, puisque les gens, vous et moi donc, ne veulent pas renoncer à leurs acquis sociaux, à leur train de vie, à leur smartphone, il faut qu'ils payent, soit. Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi nous devons payer aussi quand les banques coulent. Un compagnon me glisse dans l'oreille que c'est l'application d'une règle d'or du système libéral, la privatisation des profits et la socialisation des pertes. Je comprends et j'acquiesce. Mais alors que viennent faire là tous ces partis et groupes néonazis qui semblent pulluler et gonfler ces derniers temps ? Le même compagnon me dit que le capitalisme n'a plus besoin que ces gens arrivent au pouvoir. Leur chauvinisme, leur nationalisme, leur racisme vont à l'encontre de la volonté capitaliste de contrôler le monde entier. Pour le capitalisme, seule compte la force de travail à exploiter, qu'elle soit noire, blanche, jaune ou bronzée, qu'elle parle grec, français ou javanais. Par contre, le

système se sert de leur présence pour faire peur : « *Rappelez vous ce que le fascisme sous toutes ses formes a apporté, la guerre, la Shoah, etc. Il est arrivé pour résoudre la crise sociale du moment. Donc tenez-vous tranquilles, payez et il n'y aura pas de fascisme au pouvoir !* » Cela n'empêche pas les guerres d'arriver ou de menacer. Syrie : Assad et ses affidés contre le peuple ; Israël contre l'Iran ; le Soudan du nord contre celui du sud ; en Afghanistan, perdue avant même d'avoir commencé. Et il y a aussi cette guerre que l'on affuble du nom de crise, la crise devant laquelle tout le monde plie les genoux.

La Grèce, la France et l'Allemagne

Donc, tout a commencé en Grèce. Ce pays où personne ne paie d'impôts et surtout pas madame Lagarde qui n'en paie pas du tout. Elle avait, dans son admonestation en direction des Hellènes, oublié de mentionner que les riches, curés ou armateurs, eux aussi n'en payaient pas du tout. Les premiers à réclamer et imposer une remise en ordre furent les gouvernants allemands. Ce qui leur était bien plus facile que de payer leur dette. Eh oui, l'Allemagne doit de l'argent à la Grèce, et pas qu'un peu ! C'est une histoire de dommages de guerre. Les forces de Hitler ont occupé ce pays et, en le quittant, ont tout rasé. Elles ont laissé un champ de ruines et des morts par milliers (560 000 environ). C'est ce que l'on appelle la politique de la table rase. Après la guerre, les Alliés ont chiffré à 7 milliards de dollars de 1938 les dommages de guerre que Berlin devait à Athènes. Sous diverses formes et justifications, l'Allemagne de l'Ouest a versé 1,7 milliard de dollars à divers requérants. Le reste sous diverses raisons, comme la division du pays, n'a jamais été versé. Un historien allemand a enquêté sur le sujet. Il chiffre à

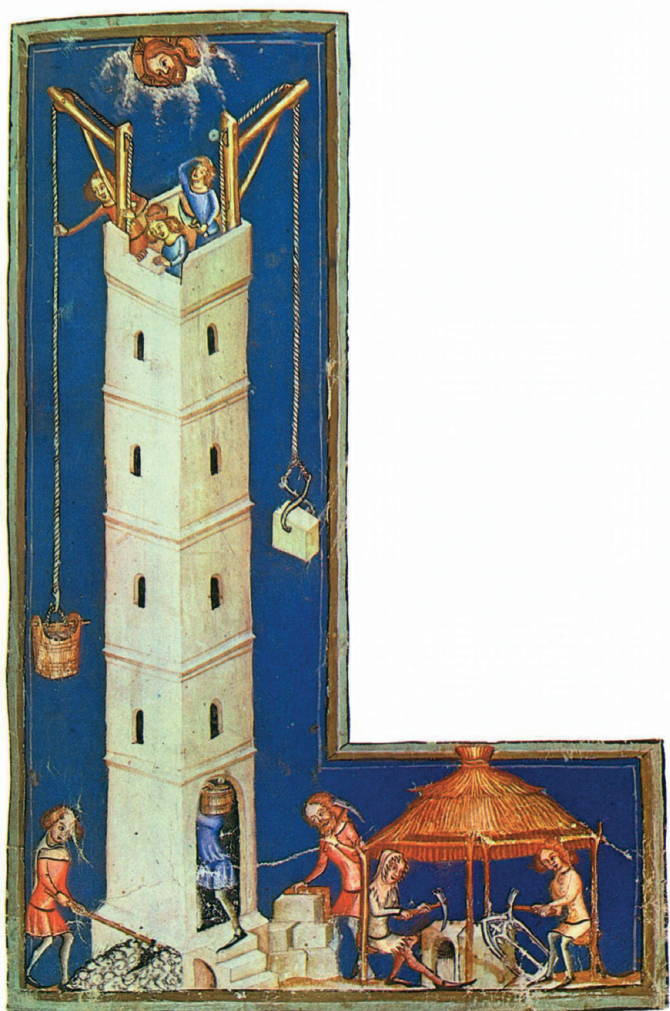
106,5 milliards de dollars d'aujourd'hui la somme que Berlin doit et qu'elle se refuse à payer. Tout est soumis à un traité de paix formel entre les deux pays qui n'a jamais été signé alors que ce fut le cas avec l'Italie, la Bulgarie, la Roumanie et la Finlande. Italie et Bulgarie, anciens occupants, ont versé 2,2 milliards de dollars d'aujourd'hui. Rien ne dit que ces dommages de guerre, s'ils avaient été payés, seraient allés au bon endroit.

Dans mon désir sans borne d'aider notre nouveau gouvernement à régler le différentiel monétaire avec madame Merckel, je vais lui faire une suggestion. Il paraît que, depuis un certain Charles de Gaulle, la France est équipée d'une force de frappe qui lui coûte bonbon. Elle était destinée à défendre le monde libre, dont l'Allemagne, contre le communisme. Celui-ci étant disparu et remplacé fantasmatiquement par le terrorisme masqué international et islamique, je me permets de suggérer que l'on adresse à Berlin un rappel de charge dans un premier temps et que, dans un deuxième temps, on se débarrasse de ce fardeau qui pèse sur notre budget. Le bien nommé *Le Terrible* coûte 2 milliards d'euros. C'est le quatrième, après *Le Triomphant*, *Le Téméraire* et *Le Vigilant*. Puisqu'il faut faire des économies pour payer la dette de notre beau pays, commençons par couper là-dedans. Le lecteur aura remarqué, sans que je le lui dise, qu'il y a un domaine, celui de la défense, dont personne ne parle jamais.

En Grèce, même ceux qui ont les faveurs de la gauche radicale française, n'abordent jamais ce côté des choses. Pourquoi ?

Pierre Sommermeyer

L'avenir de Saint-Imier et les **espérantophones**



Djémil Kessous

N.B. CET ARTICLE A ÉTÉ ÉCRIT INITIALEMENT en espéranto pour la revue internationale *Sennaciulo*. Son rédacteur est donc « espérantophone ». Cela signifie qu'il n'est pas obligatoirement « espérantiste ». En particulier, il ne pense pas que cette langue, qui connaît cependant un succès notable au plus large niveau mondial, puisse représenter une panacée pour les gros problèmes historiques auxquels l'humanité est actuellement confrontée... L'espéranto, néanmoins, peut certainement apporter sa petite contribution, laquelle n'est pas négligeable. Cette langue permet déjà à de nombreux militants (dont l'auteur) de fructueux contacts au plus large niveau planétaire. Affaire à suivre...

EN MAI 1871, sept ans à peine après la fondation de la Première Internationale, survenait une défaite historique du mouvement ouvrier, celle de la Commune de Paris. Vingt mille personnes furent massacrées au cours de

la Semaine Sanglante. La répression ne faisait que commencer. En 1872, plus d'un an après, on continuait de déporter par milliers les communards vers la lointaine Nouvelle-Calédonie. Dans ce sombre contexte, en août de cette année-là, dans cette vallée suisse du Jura qui représente un berceau pour le mouvement libertaire, survint le congrès initial de Saint-Imier. Il consacrait le regroupement des anarchistes au plus large niveau international. Ultérieurement, dans le même esprit libertaire, diverses associations et fédérations devaient être créées ici ou là. Mais Saint-Imier entérinait également la scission de la Première Internationale précédemment fondée en 1864. Derrière cette triste histoire bien connue de tous se profilait déjà la désagrégation du mouvement socialiste mondial.

Des syndicalistes anglais et français de tendances diverses figuraient à l'origine de l'Association de 1864. Bien plus qu'ouvriériste pourtant, celle-ci se voulait pluraliste,

universaliste. Ses statuts proclamaient certes que « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Par-delà les simples travailleurs toutefois, était concernée l'ensemble de cette humanité – exploitée, abêtie, prolétarisée par le système dominant et sa croissance déjà déchaînée. L'Association ambitionnait l'abolition de toute forme de prostitution des hommes envers d'autres hommes, à commencer par sa forme la plus répandue aujourd'hui de l'esclavage salarié. Elle entendait plus généralement en finir avec cette exclusion qui atteint aujourd'hui son plus large niveau planétaire.

En août 2012, en commémoration du célèbre congrès tenu ici 140 ans plus tôt, une rencontre internationale libertaire est de nouveau prévue à Saint-Imier. Nombreux sont les alternatifs qui considèrent l'événement à venir comme primordial. Le nouveau rassemblement s'inscrit déjà dans la tradition prestigieuse de 1864. Il se veut ouvert aux

différentes tendances qui composent le socialisme libertaire. Il entend de plus être accessible, sans discrimination, à l'ensemble de la population avec cette restriction notable et nécessaire que ne seront pas tolérées « l'expression et la manifestation du racisme, du sexisme, de la xénophobie, de l'homophobie et de toute forme de violence et de discrimination ».

Sont donc encore concernés par cette rencontre l'immense majorité des espérantophones, plus particulièrement nos camarades de SAT (Sennacieca Asocio Tutmonda) et de ses associations-soeurs. Notre groupement fut fondé à Prague en 1921 par des militants progressistes de provenances diverses. Ceux-ci adoptèrent l'espéranto comme langue de travail. SAT s'ancra dès lors dans la logique de la Première Internationale, plus explicitement dans le « camp de la classe ouvrière du monde entier » (article 1^{er} des statuts). SAT précisait clairement, en outre, qu'elle ne pouvait être un « parti politique ». Cette disposition, qui visait bien sûr la politique politicienne, n'empêcha pourtant nullement jusqu'à nos jours, l'adhésion de militants d'origines diverses, syndicales ou politiques, leur rassemblement en fractions et leur coexistence durable (laquelle n'exclut aucunement le débat).

Rappelons enfin que, dans ce même article 1^{er} des statuts, SAT se démarquait résolument de l'obscurantisme libéral en ambitionnant clairement pour l'humanité tout entière son accession « au niveau le plus élevé possible de civilisation et de culture ». Dès sa naissance ainsi, SAT s'inscrivait dans la postérité pluraliste et libertaire de 1864. Mais elle ne sombra jamais sous le coup de quelconques dissensions. Elle devrait sa survie ultérieure au génie de l'un de ses principaux fondateurs, Eugène Lanti

(1879-1947), dont la grande tolérance et l'impartialité n'avaient d'égal que la rigueur doctrinale. Malgré une notable perte d'audience, SAT représente aujourd'hui encore une espèce de Première Internationale qui serait parvenue à survivre.

De fait, l'internationalisme avait déjà connu quelques échecs notables au moment de la création de SAT. Nous savons que la Première Internationale de 1864, pluraliste, était morte depuis quelques décennies suite à des dissensions d'ordre politique et stratégique. Ensuite était survenu le tour de la Deuxième, social-démocrate, qui explosa dès le début de la Première Guerre mondiale en relation directe avec le déchaînement des nationalismes européens. En 1919 fut alors fondée la Troisième Internationale communiste (Komintern), laquelle sous les maîtres mots « discipline », « lutte contre le réformisme » ou « le gauchisme », ne cessa de dériver vers l'autoritarisme. Au cours de l'été 1921, alors que des militants espérantophones jetaient les bases de SAT à Prague, le Komintern consommait son tournant autoritaire par l'exclusion des conseillistes Gorter et Pannekoek. Soumis à Moscou, il avait déjà perdu toute espèce d'indépendance... Déjà la répression d'une nouvelle Commune, celle de Cronstadt, était intervenue, avec son nouveau cortège de morts et de déportés. Au rang des échecs de cet internationalisme, il faudrait encore mentionner les Internationales numéro deux et demi, quatre... enfin une cinquième, dont certains militants ne cessent d'augurer la naissance, et qui ne peut que laisser planer en nous quelque perplexité.

La fondation de SAT en 1921 marqua cependant un changement qualitatif impor-

tant par rapport à l'inter-nationalisme classique car notre association représente bien plus qu'une Internationale supplémentaire, énième. En 1921, SAT ne rejetait pas nécessairement l'inter-nationalisme. Mais ce regroupement anational mondial, suivant son titre même, se donnait déjà des structures qui visaient à transcender ce fait national, lequel constitue un phénomène tellement marquant de nos jours alors que les replis identitaires prolifèrent. Au moment de sa fondation donc, SAT inaugure la tradition nouvelle de l'altermondialisme (à partir de 1948, elle devait être suivie dans cette voie par le mouvement des citoyens du monde, d'essence sensiblement moins prolétarienne).

Aujourd'hui chacun s'attache à reconnaître l'importance du futur congrès de Saint-Imier. Celui-ci s'inscrit pleinement dans la prestigieuse tradition inaugurée en 1864. D'aucun évoquent même, à ce sujet, la renaissance de la Première Internationale, ce Phénix qui puise sa force dans le mouvement socialiste libertaire. Mais cette dernière expression apparaît bien comme un pléonasme, une vérité vraie, en ce sens qu'un socialisme se voulant fidèle à ses principes originels, un socialisme logique avec lui-même, ne peut être que libertaire, anti-autoritaire en visant cette société organisée du bas vers le haut à laquelle aspiraient ses pères fondateurs. Seule la vieille école libertaire, enrichie de ses innombrables tendances, peut offrir à l'altermondialisme l'essence philosophique dont il a besoin. Nos camarades de la fraction libertaire de SAT qui iront à Saint-Imier y seront certainement rejoints par beaucoup d'autres amis espérantophones. Gis baldau do (à bientôt donc)!

D. K.

Soutien aux **anarchistes** turcs

SUITE À L'ARRESTATION MASSIVE de 60 anarchistes le 14 mai à Istanbul, sous prétexte de dégradations lors de la manifestation du 1^{er} mai, la Fédération anarchiste tient à assurer les camarades de Turquie de son soutien et de sa solidarité.

Nous tenons à rappeler que, pour nous anarchistes, le 1^{er} mai est l'occasion d'une journée de mobilisation contre le salariat et contre toutes les formes d'oppression, lors de laquelle les diverses actions de résistance ont pleinement leur place.

Nous condamnons fermement les méthodes répressives mises en place par l'État

turc à l'encontre des militants anarchistes et du mouvement social. La stratégie bien connue d'assimilation des militants anarchistes au terrorisme cherche à légitimer une répression ciblée : actes de violences sur les militants, arrestations massives, perquisitions à domicile, sans autres charges que des discussions entre militants de sensibilités anarchistes sur internet.

Elles relèvent clairement d'une stigmatisation ayant pour but d'intimider et de décrédibiliser toute forme de résistance et de lutte sociale. La condamnation et l'emprisonnement de 9 camarades visent à faire pression et

à briser l'anarchisme et les anarchistes qui luttent. La Fédération anarchiste mettra tout en œuvre pour apporter son soutien de manière concrète aux anarchistes turcs.

Fédération anarchiste

Une souscription est ouverte afin de les soutenir. Vous pouvez envoyer vos chèques à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris (mention « Solidarité anarchistes turcs »).



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Proudhon et Darimon

Histoire d'une rupture à propos d'élection

Claude Fréjaville

APRÈS 1848 ET SON ÉCHEC POLITIQUE, Proudhon n'en demeurait pas moins confiant dans l'histoire révolutionnaire; si confiant qu'il fut même, à sa sortie de prison, au moment du coup d'État de 1851, indifférent à la crispation autoritaire du pouvoir politique, et qu'il continuait à espérer à une rapide liquidation sociale. Il prétendait, alors, pouvoir impulser à l'État, en prodiguant ses « conseils », la voie de son destin socialiste. C'est le temps où il déclarait « anarchie ou césarisme ». Certains ont voulu y voir là un ralliement à l'Empire, d'autres ont cru à la grande naïveté du Bisontin, l'attitude de l'anarchiste était certes déconcertante, mais une raison évidente semble toujours échapper aux commentateurs. Proudhon avait radicalisé sa pensée, tout en adoptant une posture intellectuelle et littéraire qu'il s'était imposée pour éviter l'exil où un retour en prison. Son attitude, dont on ne mesure pas toujours à sa juste valeur le caractère ironique, fut mal comprise. Mais, rappelons qu'en dehors des insinuations de ses ennemis, parfois reprises par des historiens mal intentionnés, Proudhon ne fut jamais le conseiller du Prince. Il faisait mine de l'être dans ses écrits, par exemple son fameux *Projet d'exposition universelle* de 1855, en œuvrant surtout à propager des idées subversives. D'ailleurs, le pouvoir ne fut pas dupe et la critique de l'époque non plus, puisque, finalement, après la publication de *La Justice*, il sera quand même forcé à l'exil pour éviter les condamnations.

Hésitations de Proudhon de 1852 à 1857

Avait-il hésité, avait-il envisagé une carrière parlementaire, se voyait-il en leader de l'opposition légale? Voilà ce qui est absurde et, pourtant, son « disciple » et ami Alfred

Darimon semble l'affirmer dans ses souvenirs (*Histoire de douze ans; Histoire d'un parti, les Cinq sous l'Empire; Le Tiers Parti; L'Opposition libérale sous l'Empire*; etc.). Mais, si l'on considère avec un peu d'attention l'histoire qui le sépara de Proudhon en 1857, il ressort très nettement une profonde divergence politique que Darimon fait tout pour minimiser en s'efforçant de croire que son action parlementaire avait finalement contribué à la chute de l'Empire et avait, au fond, une motivation proudhonienne. Pour cela, il insiste beaucoup, dans ses souvenirs, sur les hésitations de Proudhon de 1852 à 1857, mais avec une mauvaise foi évidente.

Proudhon, à peine sorti de prison, avait naturellement hésité face au coup d'État. Dans ses carnets, il écrit: « Donc, que faire? Que dois-je répondre aux électeurs qui m'offrent la candidature? Car la candidature ne peut signifier que l'une ou l'autre de ces deux choses: acceptez le scrutin, ou la bataille! » (Carnet n° 9, p. 372, novembre 1852.) Or, il appela à voter en 1852, tout en repoussant l'idée de sa propre candidature. Il avait conscience de l'ambiguïté d'une telle position, à cause du serment, alors obligatoire pour les candidats, en écrivant au docteur Cretin: « J'ai répondu, il y a tantôt huit jours, à Beslay, au sujet de la candidature. Je lui ai dit que je n'acceptais pas cette candidature, parce que je ne voulais pas être élu, et que je ne voulais pas être élu, parce que, d'une part, je n'ai pas trois mois de misère à donner chaque année à la République, et que, de l'autre, je ne veux point passer pour être subventionné par Louis Napoléon » (3 septembre 1852, Corr. V). Or Darimon s'appuie surtout sur le fait que Proudhon soutenait, avec lui, l'idée que le serment ne pouvait être un obstacle à une opposition légale, au motif que le serment demeurait républicain. En fait, si Proudhon s'acharnait à soutenir, coûte que coûte, des candidatures

d'opposition à l'Empire, c'est qu'il cherchait surtout, par esprit polémique et par provocation, à s'opposer à la gauche devenue abstentionniste justement à cause du serment. Proudhon méprisait ces derniers qui avaient été candidats à la présidentielle quand lui y était hostile. Cela lui valu un duel avec Pyat et il évita celui de Delescluze. Il enrageait donc et voulait faire face à ces représentants, maintenant indignés, mais qui, selon lui, étaient responsables d'une situation qui mena, comme il l'avait prévu, au coup d'État. Il voulait par conséquent « dévoiler cette situation au pays: signaler le crime de tous les représentants, sans exception; accuser Montagne et Majorité; et faire appel à la méfiance du pays contre les mandataires de toutes couleurs qu'il s'est donnés » (Carnet n° 9, p. 379, novembre 1852). Ainsi, son attitude à propos du serment, contradictoire, remarque justement Darimon, s'explique aisément par cette colère du Bisontin. Mais Darimon, tout en remarquant la confusion qui envahissait Proudhon, justifie son attitude par l'influence de son entourage: « Proudhon, visiblement tiraillé entre des influences contraires, évitait de s'expliquer. On retrouve des traces de la lutte qui avait lieu autour de lui dans le cinquième volume de sa correspondance. Il est bien difficile, même après avoir lu les lettres qu'il adressait à M. Furet et à Beslay, de dire qu'il eût accepté la candidature dans les termes où elle lui avait été proposée par ces messieurs. Plus on le pressait, plus il semblait hésiter; n'osant pas refuser, il mettait à son acceptation des conditions qu'il croyait devoir rendre sa candidature impossible » (Alfred Darimon, *Histoire de douze ans* (1857-1869), E. Dentu, 1883, p. 7 et 8). Darimon ajoute: « La perspective de voir Proudhon devenir ce que plus tard il a appelé un démocrate assermenté effrayait beaucoup nos amis » (p. 8). Mais c'est Proudhon lui-même qui était effrayé par cette idée! Et Darimon ne nous fera pas croire qu'il manquait à ce point de

tempérament, lui, Proudhon ! « Tandis que MM. Beslay et Furet redoublaient leurs instances, écrit Darimon, pour obtenir de Proudhon une acceptation définitive, d'autres amis s'efforçaient de lui arracher un refus. Placé loin du théâtre de la lutte, ne sachant auquel entendre, Proudhon finit par prendre ce dernier parti ; mais si l'on en juge par la lettre de désistement qu'il adressa à Beslay, il ne le fit qu'à regret. Il est probable que s'il avait été libre, c'est une toute autre marche qu'il eût adoptée » (p. 8). Ce curieux commentaire n'est pas crédible, Proudhon fait tout pour se détacher de son choix de 1852 sans paraître se contredire ! Quelques jours après la lettre évoquée par Darimon, il parle au même Beslay de « cette méchante candidature, où je ne me suis laissé entraîner un instant » (27 septembre 1852, Corr. V).

Selon Darimon, ce n'est qu'en 1858 que « Proudhon se rangea décidément du côté des abstentionnistes » (Alfred Darimon, *Histoire de douze ans* (1857-1869), p. 39). Il oublie ainsi l'autocritique du Bisontin après son élection de 1848, la critique du suffrage universel qu'il en a déduit, son anarchisme et sa condamnation de la démocratie représentative. « Ainsi échoua, selon Darimon, la première tentative qui ait été faite de former, sous le régime de la Constitution de 1852, une opposition légale et constitutionnelle. C'est dans les premiers mois de l'année 1857 que ces tentatives

furent renouvelées. Cette fois il s'agissait de rompre ouvertement avec le parti de l'abstention, de prendre une part active aux élections, et d'imposer aux députés républicains, qui seraient nommés, l'obligation de siéger et de prêter le serment » (p. 11). Mais, toujours sans Proudhon, pourtant sollicité par ses amis (Beslay, Briosne, Furet, etc.) !

Celui-ci avait néanmoins respecté le choix politique de son ami, dont la carrière de député de 1857 à 1869 fut d'ailleurs lamentable et justement ridiculisée. Ils furent cinq représentants élus de l'opposition en 1857, et Vermorel, qui ménageait aussi Darimon à cause de son auréole proudhonienne, écrira néanmoins en 1868 dans une brochure sur les élections : « Les cinq n'ont eu qu'un souci en 1863, c'a été d'assurer leur réélection, et ils ont tout sacrifié à ce but, disposés à accepter pour l'atteindre toutes les combinaisons quelconques, sans se préoccuper le moins du monde de consulter les électeurs. » Darimon pouvait-il laisser penser que Proudhon l'avait encouragé dans cette voie ? N'avait-il pas vu que l'anarchiste entendait, faute de mieux, tirer quand même parti de sa candidature, en se servant de son amitié pour avoir des informations sur la vie du corps législatif ! Il faut rappeler encore que le « disciple » était alors sous l'influence d'Émile de Girardin, le fougueux journaliste d'opposi-

tion, et qu'il avait cédé aux méthodes opportunistes de ce dernier. Darimon s'était éloigné de Proudhon sans même s'en rendre compte. Il s'obstinait à penser que le Bisontin avait tracé cette voie parlementaire, et ce pour justifier sa propre attitude, sans même relever le fait que l'anarchiste, depuis 1848 n'avait jamais voulu s'impliquer personnellement dans une candidature et surtout qu'il condamna, plus tard, lui-même cette erreur « électionniste » de 1852, qu'il considère de circonstance (*Les Démocrates assermentés et les réfractaires*).

Darimon écrit finalement : « Dans le tourbillon où j'étais entraîné depuis que j'avais accepté la candidature, j'avais négligé de voir Proudhon. J'étais convaincu qu'il était resté dans les mêmes idées et qu'il approuvait la ligne de conduite que j'avais adoptée. » (Darimon, *Histoire de douze ans*, p. 21). Et, tranquillement, il prétend que Proudhon l'avait encouragé avant de se rétracter en évoquant un dîner politique avec de Girardin et d'autres, où Proudhon fit la promesse d'écrire une brochure contre l'abstention puisque tout le monde était de cet avis. Darimon minimise alors le fait que la promesse ne fut pas tenue, et prend Proudhon au pied de la lettre pour une parole qu'il lança au cours d'un dîner ! L'auteur de *La Justice* évoquera plus tard cette histoire dans *Les Démocrates assermentés et les réfractaires* en écrivant : « Sollicité d'appuyer le vote par quelque écrit, je m'aperçus, quand je voulus me mettre à l'œuvre, que les principes se dérobaient sous mes pieds, que la bonne foi autant que la logique allaient me faire défaut : je résolus en conséquence de m'abstenir et de garder le silence » (Éd. Rivière, p. 33). En fait, Proudhon était effectivement dans l'erreur en 1852 pour les raisons que nous avons évoquées et sa position était alors intenable, il le constata lui-même. Comment Darimon n'a-t-il pas vu qu'on tirait Proudhon vers la candidature, contrairement à ce qu'il affirme, et comment a-t-il pu croire qu'il était, en suivant cette ligne, dans la bonne direction ? Là est le mystère

La rupture

Le choix parlementaire de Darimon entraîna une véritable rupture entre les deux hommes. En 1858, Proudhon lui écrit : « Malheureusement je crois, pour des raisons toutes particulières, qu'il convient que nous restions désormais séparés. J'ajouterai, pour être franc jusqu'au bout, que, si votre ligne politique, appuyée en dernier lieu par d'illustres exemples et par trente ou quarante mille électeurs, n'a rien de personnellement reprochable, si même vous avez pu croire que je vous avais fourni moi-même des raisons plausibles de suivre cette ligne, cependant je suis convaincu qu'on pouvait faire plus et mieux que ce qui a été fait, et qu'à ce point de vue encore, il importe que notre insolidarité soit formellement accusée » (Lettre à Darimon, avril-mai 1858). Darimon mènera sa carrière de représentant, que Proudhon ménagera en public, tout en accentuant sa réflexion anarchiste qui le mena à l'abstentionnisme « militant » de 1863. « Je m'apprete à causer à Darimon le plus grand chagrin qu'il puisse éprouver ; il



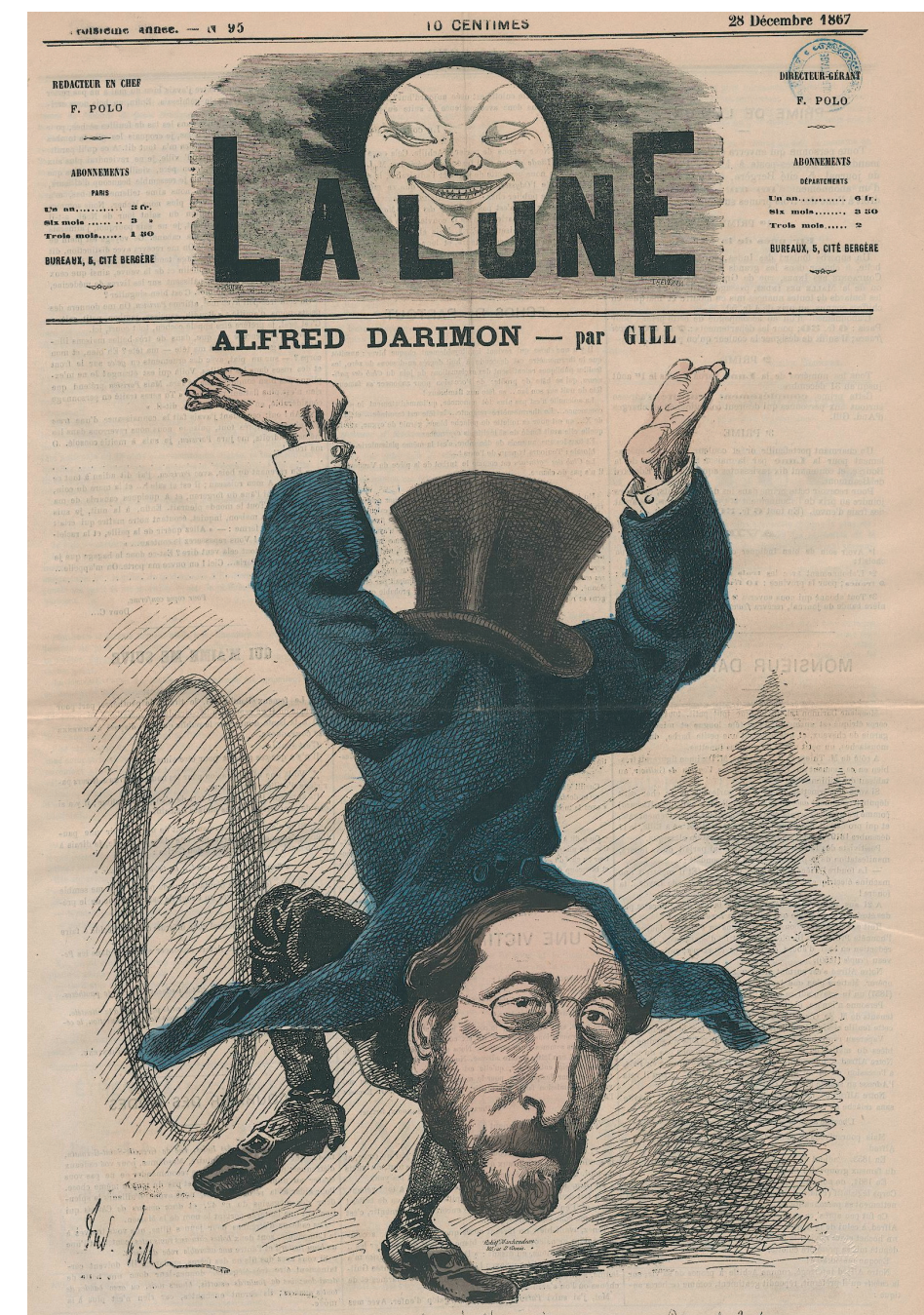
espère bien être réélu, et moi, sans combattre aucunement sa candidature, je m'apprete à prêcher avec une énergie redoublée, l'abstention» (À M. Madier-Montjau, 8 juin 1862, Corr. XII).

Il n'est pas tout à fait juste de dire, comme on le fait généralement, que l'amitié des deux hommes resta intacte. Il y a beaucoup d'amertume dans les souvenirs de Darimon et de l'agacement chez Proudhon : «Le petit homme a fait du chemin sans que je m'en doutasse. De quel front ose-t-il me parler encore de nos idées?» (À M. Charles Beslay, 23 janvier 1864, Corr. XII.) Quand Proudhon refuse d'entendre parler de proudhonien, c'est à Darimon qu'il pense, il ne faut pas l'oublier ! En 1863, il s'explique encore avec lui dans une lettre émouvante, en faisant allusion au gâchis représentatif qu'il avait dénoncé pour lui-même après son élection de 1848...

«Puisque j'ai l'occasion de vous écrire, je ne puis m'empêcher de vous dire que mon opinion sur les élections, sur la politique générale de l'opposition n'a pas changé depuis le mois de mai dernier ; que je regrette toujours de vous voir où vous êtes ; mais que je tiendrai la parole que je vous ai donnée de ne jamais toucher à votre personne dans les critiques que je puis faire de votre politique et en général de l'opposition. Je dirai plus, vous êtes peut-être le seul des députés, dits démocrates, qui ayez à mes yeux une excuse : c'était le besoin de répondre à vos ennemis par le suffrage de vos électeurs. Cette réserve faite, et particulière à vous seul, je vous assure que je regarde en ce moment l'opposition des 36 comme le véritable ennemi ; c'est par vous que l'opinion sera déroutée, le mouvement dévoyé, par vous que le système se continuera, que la dynastie se survivra, et que la nation se traînera d'équivoques en équivoques jusqu'à l'extinction totale. Peut-être la destinée de notre nation est-elle de finir ainsi dans la honte et dans la lâcheté ; mais je ne voudrais pas, quant à moi, servir à entretenir une pareille existence. Puisque vous avez pris le parti de rester dans ce gâchis, tenez-vous du moins à l'écart le plus que vous pourrez. Soyez comme une sentinelle perdue ; ce sera toujours là une petite consolation » (Lettre à Darimon, 5 octobre 1863). Proudhon garda longtemps l'espoir de faire revenir Darimon à ses idées mais, quelques mois avant sa mort, il convient de marquer nettement leur rupture. Il lui écrit : «Votre carrière politique me semble devenir, ainsi que je le craignais, de plus en plus compliquée, équivoque même, pardonnez cette expression à ma franchise. [...] Vous vous êtes tracé librement votre ligne de conduite, et chacune de vos publications témoigne de la franchise avec laquelle vous la suivez ; j'ai aussi mon plan, qui, certainement diffère du vôtre, et pour lequel je réclame la distinction» (Lettre du 13 juillet 1864, Corr. XIII).

L'abstentionnisme proudhonien

Combien de socialistes furent dans cette impasse et prêts à sombrer dans le possibilisme politique où s'est fourvoyé Darimon, en se revendiquant d'une attitude libertaire prétendument proudhonienne. Ce passage à l'acte parlementaire, cette orientation réformiste en politique marque une rupture avec l'anarchisme révolutionnaire du Bisontin. Ce n'est pas un hasard si Proudhon revendique,



dans les années 1860, un retour à l'idée révolutionnaire et au principe anti-autoritaire. Il demande d'ailleurs à ses lecteurs de bien considérer ses ouvrages *Les Démocrates assermentés* et *Du principe fédératif* comme complémentaires. Tenu par l'autocensure (indispensable pour pouvoir publier), Proudhon reste largement en retrait dans ces livres qu'il faut parfois lire entre les lignes, mais le sens qu'il donne à l'abstention est nettement expliqué à Chaudey dans une correspondance de janvier 1863 : «L'abstention c'est la mise hors la loi. C'est par l'abstention, et rien que par l'abstention, si elle venait à englober la majorité des électeurs, ce qui n'a rien d'impossible, que le droit d'insurrection peut être justifié, et tout, ce qui peut s'ensuivre. J'y ai bien réfléchi : j'ai toujours regretté cette sanction rigoureuse de la Constitution de 93, — que l'insurrection est le premier des droits et le plus saint des devoirs ; mais jamais, ni par considération politique, ni par considération de droit, je n'ai pu y arriver. Toujours j'ai trouvé que c'était une

hypothèse en dehors des réalités, et qu'avant d'attaquer le pouvoir, il faudrait attaquer le corps social. Avec l'abstention, c'est autre chose ; il y aurait condamnation légalement prononcée, et par autorité compétente. Si alors le pouvoir s'obstine, tout devient permis pour s'en débarrasser ! Je sais bien qu'il est difficile d'amener six millions d'hommes à s'abstenir sur neuf millions. Mais ne serait-ce déjà rien que cela de trois millions, ou de Paris ? » (À M. Gustave Chaudey, 28 janvier 1863 (Corr. XII).

Il n'était peut-être pas inutile de rappeler à la mémoire, en ces temps d'élection à deux ou trois tours, des faits qui éclairaient autrement l'abstention. Celle-ci est considérée le plus souvent avec mépris, à travers ces «échecs» (électoraux), comme s'il s'agissait d'une manœuvre politique, alors qu'il s'agit d'un principe de droit révolutionnaire et démocratique, aux conséquences politiques radicales.

C. F.

Théo Van Rysselberghe, l'instant sublimé

LA PETITE VILLE DE LODÈVE, non loin de Montpellier (Hérault), présentera dans son musée, du 9 juin au 21 octobre, une exposition consacrée à Théo Van Rysselberghe (1862-1926). À travers environ 80 œuvres, il vous sera possible de connaître et d'apprécier ce peintre belge qui marqua son époque par sa recherche perpétuelle de la représentation de la lumière, et qui fit partie des courants artistiques novateurs comme le néo-impressionnisme.

Le peintre est un illustre successeur des peintres flamands, et son travail passionné en fait une personnalité à l'œuvre forte et attachante. Il participe à des expositions en Belgique et à Paris, au Salon des XX et avec les néo-impressionnistes. À une époque où les impressionnistes comme Monet et Renoir font sensation, Théo Van Rysselberghe entame une quête personnelle qui l'amènera à découvrir le peintre Georges Seurat et à travailler selon les techniques dites du pointillisme. Le *Portrait d'Alice Sèthe* (1888) est un joyau de cette étape de son travail. Il se rapproche alors de Van Gogh, Paul Signac et Seurat. Ses amis sont le poète Émile Verhaeren, l'écrivain André Gide... dont il peindra des portraits.

Sa peinture est admirée dans toute l'Europe. Sa technique évolue vers des touches de peinture plus larges et plus longues et vers l'usage de couleurs moins pures. Portraits et paysages ont ses préférences et il se sert fréquemment de photographies qu'il prend lui-même pour travailler. Il s'éloigne alors de l'impressionnisme et Paul Signac lui en fait le reproche. Entre 1903 et 1912, la maîtrise de son style est à son apogée. Il réalise des nus à partir de 1905, dont le magnifique *Ruban écarlate* (1906) en est une magnifique illustration.

Peu avant la guerre, il s'installe dans le Midi de la France et il revendique un classicisme qui provoquera la rupture avec Paul Signac, un ami de longue date. Jusqu'en 1926, date de sa mort, la reconnaissance pour son travail ira grandissante et il reste une figure de proue de la peinture impressionniste belge.

Un peintre libertaire

Mais un autre aspect du personnage mérite également notre attention, qui ajoute une autre dimension à l'intérêt que l'on doit porter

mouvement anarchiste français de son époque. De la même façon, Paul Signac, Maximilien Luce ou Camille Pissarro étaient des artistes qui avaient une réflexion sociale et révolutionnaire sur leur travail, et leurs contributions (des dons) pour aider les souscriptions et loteries diverses pour aider les journaux anarchistes, par exemple, furent précieuses. Comme ses amis, l'artiste belge le fit lui-même à diverses reprises, sollicité par son ami Jean Grave, qui faisait vivre le journal *Les Temps nouveaux*. À ce sujet, le 30 mars 1905, il écrivait : « [...] Je ne voudrais pas, mon cher Grave, ne pas vous parler en toute franchise. Autant j'aurai du plaisir à vous donner quelquefois un dessin — sans aucun rapport avec aucun texte, ni avec

les idées philosophiques ou sociales du journal — autant il me serait difficile d'en faire exprès. J'entends qu'un dessin quelconque, mais ayant un intérêt purement plastique, a suffisamment sa raison d'être et, s'il a quelque valeur, aura son rôle éducateur autant, si pas mieux, qu'un dessin à signification littéraire ou philosophique. Quoi qu'il en soit, moi je suis particulièrement inapte à ce genre-là de dessin : tous ceux que j'ai essayé de faire m'ont donné beaucoup de mal et sont, à mes yeux, archirâtés. En somme, on ne fait bien que ce que l'on sent bien, et ce qu'on fait avec plaisir. Or j'adore dessiner — mais pour n'exprimer que de belles formes, ou des blancs et noirs qui me paraissent intéressants, sans plus. » (Archives Grave, IFHS). Il peignit également Élisée Reclus, illustra une brochure de Pierre Kropotkine et un livre de Grave. Après le décret des Lois scélérates en 1894 en France, il accueillit Bernard Lazare, Élisée Reclus et le peintre Pissarro, qui se réfugiaient eux aussi en Belgique.

C'est donc bien le peintre admirable, en quête perpétuelle d'une lumière qu'il tentait de saisir autant que de restituer, et l'homme de convictions libertaires que vous pourrez découvrir en vous rendant à cette exposition qui se tiendra jusqu'au 21 octobre, avec des nocturnes jusqu'à 22 heures durant l'été (<http://www.lodevoisetlarzac.fr/>).

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste



Souscription de soutien à Laura Gómez

SI LAURA GÓMEZ a été libérée sous caution de 6 000 euros (voir les Mondes libertaire précédents), elle n'en reste pas moins sous la menace d'un procès pouvant la condamner jusqu'à trente-six ans de prison. Inutile de dire que les frais d'avocats risquent d'être élevés. La Fédération locale de la CGT-Barcelone a donc ouvert une souscription à laquelle nous nous associons. À cet effet, nous faisons appel à votre solidarité. Les chèques doivent être établis à l'ordre de Publico (avec au dos la mention «solidarité Laura Gómez») et adressés au journal (145, rue Amelot, 75011 Paris). Le montant total sera ensuite reversé sur le compte de la CGT (Fédération locale de Barcelone) qui transmettra à Laura. Merci pour elle.

Comité de soutien à Laura Gómez



FOIRE

À

L'AUTOGESTION

vivre, débattre, se rencontrer autour de l'autogestion

stands, forums-débats, ateliers,
buvette et restauration, cinéma, fête le samedi soir

associations, syndicats, coopératives, organisations politiques... plus de 50 structures participantes

toutes les infos sur www.foire-autogestion.org

22-23-24 juin 2012
Paris/Montreuil

Lycée autogéré de Paris / La Parole errante

143, rue de Valenciennes, Paris 19^e
(métro Convention)

9, rue François-Delbergue
(métro Croix-de-Chavaux)

GRILLE DES PROGRAMMES

MISE À JOUR LE 08/05/12

Périodicité des émissions :

- 1 bimensuelle
- 2 mensuelle
- 3 autre

Sans indication : hebdomadaire

DIMANCHE

09h00 / **Goloss Trouda, la voix du travail** : émission franco-russe avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

10h00 / **Jour de lessive anticlérical** : animateurs par les Libres Pensées de l'ADLPF

12h00 / **Folk à lier** : le magazine des musiques traditionnelles

14h00 / **en alternance**
2 Symbiose : le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique... (1^{er} dimanche)
3 Tempête sur les planches : actualité du théâtre et de la danse (2^{es}, 4^{es} et 5^{es} dimanches)

2 Cris et murmures : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam (3^e dimanche)
15h30 / en alternance
2 Chants, contrechants : cinéma d'auteur(s) et chansons à texte(s) (1^{er} dimanche)
2 Wide side : relecture et découverte du rock par des ados (2^e dimanche)

2 Des mots, une voix : des mots, des auteurs (3^e dimanche)
2 La plume noire : nos nouveautés éditoriales anarchistes (4^e dimanche)
17h00 / Le mélange : musique et actualité du spectacle

18h30 / **en alternance**
1 Echos et frémissements d'Irlande : émission de l'association irlandaise
le poste : émission du CIRP

20h30 / **en alternance**
2 Les désaxés : ciné en zone libre (1^{er} dimanche)
1 Détruire l'ennui : anarcho punk et diy (dot it yourself)

2 Radio LAP : l'émission du LAP (3^e dimanche)

22h30 / **en alternance**
1 Rudie's back in town : les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville

1 Les liaisons dangereuses (Seppuku) : musiques électroniques

00h00 / **Restons éveillés !!**

LUNDI

09h00 / **Les enfants de Cayenne** : avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

11h00 / **Lundi matin** : infos et revue de presse

13h00 / **Je suis une ville** **1** : magazine culturel, poésie, chansons et littérature

14h30 / **Ondes de choc** **1** : textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16h00 / **Trous Noirs** : luttes sociales (4^e lundi du mois)

18h00 / **en alternance**
2 Les mangeux d'terre : émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus
2 Focus / 18h30 : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un invité musical pour un live en fin d'émission (2^e lundi)

2 La santé dans tous ses états : l'actualité du milieu de la santé (3^e lundi du mois)
2 Le Vivre Ensemble : végétarisme et cause animale (4^e lundi du mois)

19h30 / **Le monde merveilleux du travail** : des syndicats de la CNT

21h00 / **Ça urge au bout de la scène** : actualité de la chanson

22h30 / **De la pente du carmel, la vue est magnifique** : comme son nom l'indique

MARDI

10h00 / **Court-Circuit** : scènes philosophiques

11h00 / **Artracaille** : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 / **Wreck this mess** : cocktail de musiques radicales

14h30 / **L'idée anarchiste** : textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16h00 / **en alternance**
1 Les amis d'Orwell : émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus
3 Jus d'airielle : (4^{es} et 5^{es} mercredis du mois)

2 Radio LAP : l'émission du LAP (2^e mercredi)

18h30 / **Femmes libres** : femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 / **Ras les murs** : actualité des luttes des prisonniers
22h30 / Traffic : musiques urbaines et fibres propos

00h30 / **Les rendez-vous soniques** : le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live.

20h30 / **en alternance**
1 Idéaux et débats : émission littéraire
1 Pas de quartiers... : ça se passe près de chez vous

19h30 / **Paroles d'associations** : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 / **en alternance**
3 Radio libertaria : émission de la CNT (1^{es}, 2^{es} et 4^{es} mardis).
2 Cinéma en free style (3^e mardi)

22h30 / **Ça booste sous les pavés** : musique, reportages, actu. Émission consacrée au Comité de Solidarité avec le Peuple Basque (CSPB) tous les derniers mardis du mois.

MERCREDI

09h30 / **L'entommoir** : antipsychiatrie

10h30 / **Blues en liberté** : émission musicale blues

12h00 / **Sans toit ni loi** : émission sur les mal-logés et la précarité et de la chanson

14h00 / **Radio Cartable** : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / **Bibliomanie** : autour des livres

16h30 / **Radio Goliard[s]** **3** : (4^{es} et 5^{es} jeudis du mois)

18h00 / **Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / **en alternance**

1 Cosmos : (1^{er} et 5^{es} jeudis)
1 Jeudi noir : (2^{es} et 4^{es} jeudis)
2 Les enfants de Stonewall - Body freaks : la radio trans, actu et débats trans (3^e jeudi)

20h30 / **Entre chiens et loups** : art, anarchie

22h00 / **Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

JEUDI

10h00 / **Chronique hebdo** : analyse libertaire de l'actualité

12h00 / **De rimes et de notes** : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 / **Radio Cartable** : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / **Bibliomanie** : autour des livres

16h30 / **Radio Goliard[s]** **3** : (4^{es} et 5^{es} jeudis du mois)

18h00 / **Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / **en alternance**

1 Cosmos : (1^{er} et 5^{es} jeudis)
1 Jeudi noir : (2^{es} et 4^{es} jeudis)
2 Les enfants de Stonewall - Body freaks : la radio trans, actu et débats trans (3^e jeudi)

20h30 / **Entre chiens et loups** : art, anarchie

22h00 / **Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

09h30 / **For a few sixties more** : musique populaire des années 60

11h00 / **Zones d'attraction** : philosophie witz et performance

13h00 / **Place aux fous** **1** : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 / **Les oreilles libres** : musiques engagées

16h00 / **Sortir du colonialisme** **3** : décolonisation (1^{ers}, 3^{es} et 5^{es} vendredis)

17h30 / **Radio esperanto** : émission de l'association Sat-Amikaro

19h00 / **L'invité du vendredi** : c'est-à-dire en alternance :

2 Des droits et des hommes : émission de la Ligue des Droits de l'Homme (1^{er} et 5^{es} vendredis)
2 Raison présente : émission de l'Union Rationaliste de France (2^e vendredi)

2 L'antenne sociale : autour des acteurs du social (3^e vendredi)
2 Traité d'union : le mouvement des idées (4^e vendredi)

21h00 / **en alternance**
1 Offensive... : libertaire et sociale
1 La grenouille noire : anarchisme et écologie

22h30 / **Bol d'art...** **1** : tu traces

00h00 / **en alternance**
2 Les nuits musicales (Sure Shots) (1^{er} vendredi)

1 Nuit Léo 38 (2^{es} et 4^{es} vendredis)
2 SoundRadioExperience (3^e vendredi)

SAMEDI

09h00 / **Réveil hip-hop** : hip-hop

10h00 / **La philanthropie de l'ouvrier charpentier** : comme son nom ne l'indique pas

11h30 / **Chronique syndicale** : luttes et actualités sociales

13h30 / **Chroniques rebelles** : débats, dossiers et rencontres

15h30 / **Deux sous de scène** : le magazine de la chanson vivante

17h00 / **en alternance**
3 Bulles noires : BD et polar
2 Bulles de rêve : cinéma d'animation

19h00 / **en alternance**
1 Tribuna latino-americana : actualité politique de l'Amérique latine (une semaine sur deux)
2 Contre-bandes : Cinéma (une semaine sur quatre)

2 Longtemps, je me suis couché de bonne heure : magazine des livres, de la musique et du cinéma (une semaine sur quatre)

21h00 / **Les nuits libertaires** : c'est-à-dire en alternance :
1 Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée : chronique artistique, musique classique et contemporaine
1 Tormentor : musiques alternatives

23h00 / **en alternance**
1 Nuits off : topologies sonores, rock et chroniques
1 Hôtel paradox : pratique de la poésie sonore et de la performance

Permanence du secrétariat : le mardi à partir de 19 heures
au siège social - 145 rue Amelot - 75011 PARIS
Tél. : Studio 01 43 71 89 40 - **e-mail** : radio-libertaire@federation-anarchiste.org

RADIO LIBERTAIRE

Vendredi 15 juin

Vannes (56)

Organisée par le groupe libertaire Lochu (Fédération anarchiste de Vannes), projection-débat du film *Even Cowgirls Get the Blues* (1 h 50), réalisé par Gus Van Sant (1995). Satire de l'Amérique à travers les aventures de Sissi, qu'une vilaine fée a affublée à sa naissance d'un pouce de 25 cm à chaque main. Circulant en stop, Sissi se rend dans un ranch transformé en centre de remise en forme. Là, elle tombe en pleine fronde anti-hygiénique, au milieu d'une bande de cow-girls décidées à prendre possession du lieu. Posant les questions de la difformité, de l'ordre patriarcal, du pouvoir de la richesse, cette comédie aborde beaucoup de sujets qui interpellent... Maison des associations, 6, rue Tannerie, 20h30. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19h30. La Dionyversité, université populaire de Saint-Denis. Docu-Club, projection à prix libre. *Que faire?*, un documentaire de Pierre Merejkowsky (France 2009 – 1 h 15). Dans l'ancienne Russie, à l'aube de la révolution bolchevique, les Tolstoïen, les Narodniki, ont quitté leur famille. Loin des salons, loin des amours faciles, sans un regret, ils ont abandonné les études du piano classique, ils sont partis à la campagne. Ils attendaient d'une rencontre avec les Moujiks le déclenchement de la révolution universelle. Aujourd'hui, dans notre société parisienne les nouveaux Narodniki cherchent à s'écarter du chemin artistique que balise le respect des convenances de leur classe sociale. Des poubelles de Zaléa tv (Stalingrad) aux rives glacées de la Neva à Saint-Petersbourg (Leningrad), en passant par la centrale nucléaire de Chinon, Pierre Merejkowsky entame un exil intérieur dans le grand Nord de la Russie, dans cette terre chargée du passé de ses dissidents héroïques qui avaient rompu avec le

nihilisme de la folie occidentale. À propos d'*Eric P.*, un court métrage de Pierre Merejkowsky (France 2001 – 7 minutes). Au local de la Dionyversité, 4, place Paul-Langevin à Saint-Denis. Métro ligne 13, station Basilique-de-Saint-Denis.

Samedi 16 juin

Marseille (13)

14 heures. Débat «anarchisme et éducation» au Seul Problème 50, rue Consolat. L'éducation des enfants a toujours été un enjeu important pour tous les systèmes autoritaires. République, monarchie, «communisme» autoritaire... tous ces régimes mettent en place des outils et des règles pour façonner l'esprit de ces êtres en devenir. Pour les anarchistes, l'idée a toujours été de laisser les enfants devenir des hommes et des femmes libres. Libres de penser, libres d'agir. Point n'est alors besoin de bourrage de crâne, de hiérarchie entre l'élève et le professeur: seule compte l'émancipation par la participation à l'apprentissage. C'est ce que nous expliquera Hugues Lenoir à travers des exemples – d'hier à aujourd'hui – lors de sa prise de parole sur l'éducation et la pédagogie libertaire. Ensuite, nous verrons une alternative en acte grâce à des membres de l'équipe pédagogique du collège-lycée expérimental Freinet (CLEF) de La Ciotat qui nous diront la philosophie et la méthode de Célestin Freinet. Débat organisé par le groupe Germinal de la Fédération anarchiste.

Dimanche 17 juin

Sevran (93)

15 heures. Mots et musiques fête ses 22 ans, avec la participation de Yvan Dautin, Sandrine Devienne, Rachel, Béa Tristan. Espace François-Mauriac, 51, avenue du Général-Leclerc. RER B, station Sevran-Livry. 8 euros.

Marseille (13)

14 heures. Débat «anarchisme et éducation» au Seul Problème 50, rue Consolat. L'éducation des enfants a toujours été un enjeu important pour tous les systèmes autoritaires. République, monarchie, «communisme» autoritaire... tous ces régimes mettent en place des outils et des règles pour façonner l'esprit de ces êtres en devenir. Pour les anarchistes, l'idée a toujours été de laisser les enfants devenir des hommes et des femmes libres. Libres de penser, libres d'agir. Point n'est alors besoin de bourrage de crâne, de hiérarchie entre l'élève et le professeur: seule compte l'émancipation par la participation à l'apprentissage.

Samedi 23 juin

Paris XI^e

16 heures. Claude Zaretti & Moustache de Paname, qui poussent la chansonnette à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métro République ou Oberkampf. Entrée libre et gratuite.

Jusqu'au 13 octobre

Paris V^e

Exposition: *Meckert-Amila, de la Blanche à la Série noire*. Jean Meckert est l'une des figures du roman noir français. Sous le pseudonyme de Jean Amila, il marque profondément de son empreinte les premières décennies de la collection Série noire avec plus d'une vingtaine de romans. Cette exposition bénéficie des archives inédites du fils de l'écrivain, Laurent Meckert et des documents de la Bilipo. À la Bilipo (Bibliothèque des littératures policières), 48-50, rue du Cardinal-Lemoine. Métro Cardinal-Lemoine. Mardi au vendredi – 14 heures/18 heures; samedi – 10 heures/17 heures. Entrée libre.

Souscription

soutien au

Monde libertaire

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

MAI 2012

Mme P. Bes (67) : 50 euros

M. F. Gouilhers (73) : 30 euros

M. P. Guillert (37) : 20 euros

M. F. Borroz (01) : 10 euros

M. P.-Y. Thauvin (internet) : 10 euros

TOTAL : 120 euros

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du Monde libertaire ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étagères ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire

conférence - débat

ANARCHISME ET EDUCATION



PROGRAMME



★ "éducation et pédagogie libertaire"

par Hugues Lenoir

★ ★ une alternative en acte

la pédagogie Freinet

en collège et lycée

samedi 16 juin 14h00

au SEUL PROBLEME
46 RUE CONSOLAT
MARSEILLE métro Réformés

organisé par le groupe Germinal
de la Fédération Anarchiste



MERCREDI 26 JUIN



PARC DES GUILANDS-16H30
A L'INITIATIVE DU GROUPE DE MONTREUIL
DE LA FEDERATION ANARCHISTE
groupefamontreuil.blogspot.com

MERCREDI 26 JUIN



PARC DES GUILANDS-16H30
A L'INITIATIVE DU GROUPE DE MONTREUIL
DE LA FEDERATION ANARCHISTE
groupefamontreuil.blogspot.com